

LE STOCK STRATÉGIQUE DES CÉRÉALES
ET DE LA POUDRE EN LAIT A TRIPLE

L'Algérie renforce sa sécurité alimentaire

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhafid Henni, a rassuré hier sur la disponibilité des produits agricoles, notamment les céréales et la poudre de lait. Il a affirmé que les stocks ont été triplés ces deux dernières années. Le ministre a assuré que le niveau du stock stratégique national de ces produits a triplé au cours de ces deux dernières années. P 3



UNE NOUVELLE MARQUE
DE VÉHICULE S'INSTALLE EN
ALGÉRIE

**2024, l'année de
l'industrie automobile**

En crise depuis 2019, le marché automobile connaît une nouvelle dynamique. Après la marque italienne Fiat, une deuxième marque arrive sur le marché algérien. Il s'agit de la marque chinoise Chery. Deux autres commenceront également la commercialisation des voitures d'ici fin 2023, a indiqué le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, en assurant que 2024 sera l'année de l'industrie automobile.

P 2

GISEMENT DE ZINC-PLOMB
DE BEJAÏA

**Une production de 2
millions de tonnes/an**



Le projet de l'exploitation de la mine de zinc-plomb de Tala Hamza-Amizour (Bejaïa) entre dans sa phase de réalisation. Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a procédé hier samedi à la pose de la première pierre du projet d'exploitation du gisement.

P 5

ELLE VIENT D'OBTENIR LA
CERTIFICATION GLOBECERT AB
**AQS à la conquête du
marché scandinave**

La Société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) vient d'obtenir la certification GlobeCert AB qui lui permet d'exporter ses produits vers le marché scandinave, a rapporté l'APS auprès de la direction de l'information de l'entreprise.

P 5



Géant[®] ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

HABITAT

Un nouveau DG pour l'AADL

Le ministre de l'Habitat, M. Mohamed Tarek Belaribi a mis fin aux fonctions du directeur général de l'Agence de l'Amélioration et du développement du logement (AADL) M. Fayçal Zitouni. En poste depuis février 2021, M. Fayçal Zitouni a été remplacé ce samedi par Fouad Mokrani, ex directeur de la région de l'AADL. M. Mokrani a été installé, hier samedi à Alger, par le directeur général des ressources humaines du ministère, en présence de l'ancien DG de l'AADL.

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Karim Boulaïoune, nouveau P-dg

Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar (Annaba) du groupe public Sider a, à compter de jeudi, un nouveau P-dg, en la personne de Karim Boulaïoune, en remplacement de Lotfi Kamel Manaa, apprend-on de la cellule de communication du complexe. La cérémonie d'installation a été présidée par le P-dg du groupe industriel Sider, Lamine Sedrati, en présence du P-dg du groupe Imetal (des industries métallurgiques et sidérurgiques), des cadres gérants des deux groupes et du complexe Sider El Hadjar et du partenaire social du complexe, selon la même source.

INDUSTRIE

PHARMACEUTIQUE

Signature d'un accord de coopération entre Sadid-Diagnopharm et l'entreprise chinoise Mindray

La société Sadid-Diagnopharm spécialisée dans la fabrication de réactifs de laboratoire, de dispositifs et d'équipements médicaux, a signé un accord de coopération avec l'entreprise chinoise Mindray, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. La cérémonie de signature entre Sadid-Diagnopharm et Mindray a eu lieu mercredi soir au siège du ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique sous la supervision du ministre du secteur Ali Aoun. "Cette coopération prometteuse permettra de renforcer l'innovation et le développement technologique et aura un large impact positif dans le domaine de la santé en Algérie notamment, en facilitant le diagnostic rapide et précis et en contribuant à améliorer les résultats des traitements et de la qualité de vie des malades algériens, précise le communiqué du ministère.

UNE NOUVELLE MARQUE DE VÉHICULE S'INSTALLE EN ALGÉRIE

2024, l'année de l'industrie automobile

En crise depuis 2019, le marché automobile connaît une nouvelle dynamique. Après la marque italienne Fiat, une deuxième marque arrive sur le marché algérien. Il s'agit de la marque chinoise Chery. Deux autres commenceront également la commercialisation des voitures d'ici fin 2023, a indiqué le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, en assurant que 2024 sera l'année de l'industrie automobile.

Par Slimane T

Jeudi dernier, le ministre Ali Aoun, en compagnie du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, ont donné le coup d'envoi officiel de la commercialisation des voitures de la marque chinoise "Chery". Aoun a mis en avant, à cette occasion, l'attachement des pouvoirs publics à lancer une véritable industrie automobile en Algérie qui permettra d'apporter une plus value à l'industrie nationale et d'assurer des véhicules de qualité à des prix raisonnables. Soulignant que l'année 2024 sera celle de l'industrie automobile en Algérie, le ministre a indiqué que «de grandes marques automobiles avec lesquelles nous négocions actuellement ont affiché leur intérêt pour le marché local». Pour le ministre, la partie algérienne insiste avec les fabricants automobiles sur la fourniture de leurs produits à des prix raisonnables. Ainsi, l'entrée en Algérie du fabricant chinois "Chery" contribuera au

réapprovisionnement du marché automobile du pays suite à la faiblesse de l'offre pendant plusieurs années en raison de la suspension des importations. Le représentant de la marque Chery en Algérie "Auto Leader Company", présent dans 30 wilayas, propose sept modèles de plusieurs gammes et à des prix à partir de 1,99 million de DA. De son côté, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé que le lancement de nouvelles marques automobiles sur le marché national traduisait la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de mettre au point une stratégie claire à même de jeter les fondements d'une véritable industrie. M. Zitouni a, également, fait part de l'autorisation d'importation de 185.500 véhicules en 2023, relevant par ailleurs la volonté des pouvoirs publics, notamment les services de contrôle du ministère du Commerce, de contrôler les prix de véhicules. Soulignant la mesure prise par "Chery Algérie" de

lancer un système d'information permettant de suivre les prix de ses véhicules auprès de tous les distributeurs, le ministre fait état de procédures administratives et judiciaires visant à contrôler les prix afin d'éviter la vente de véhicules par des intermédiaires. De son côté, le directeur général "d'Auto Leader Company", Aïmene Cherit, a mis en exergue les perspectives de l'entreprise, qui prévoit de lancer une usine de fabrication automobile à Bordj Bou Arreridj, d'une capacité de production de 24.000 unités par an. L'usine passera à 100.000 véhicules au cours de la troisième année de son entrée en production, avec pour objectif de créer une plateforme d'exportation en Algérie, a-t-il dit. La capacité de production de l'usine "Chery" à Bordj Bou Arreridj passera à 100.000 véhicules durant la troisième année de son entrée en production, tout en œuvrant à la création d'une plateforme d'exportation en Algérie.

COMMERCIALISATION DES MÉDICAMENTS

Un mémorandum d'entente algéro-malien en cours d'élaboration

Un mémorandum d'entente entre l'Algérie et le Mali est en cours d'élaboration, portant sur la reconnaissance mutuelle en matière d'enregistrement et de commercialisation des médicaments, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Cette annonce a été faite vendredi lors de la visite de la Secrétaire générale du ministère, Drifa Khoudir, au pavillon algérien participant à la 2e édition du Salon international de la santé "Keneya Expo 2023" à Bamako. Le mémorandum d'entente comprenant la reconnaissance mutuelle entre l'Algérie et le Mali vise à réduire les délais d'enregistrement et de commercialisation des médicaments algériens, ce qui permettra de donner "un nouvel élan" à la coopération et au partenariat dans le domaine pharmaceutique entre les deux pays, souligne la Secrétaire générale qui représentait le ministre du secteur, Ali Aoun, à cette manifestation. La Secrétaire générale a appelé les parti-

cipants à ce salon à saisir l'opportunité de leur présence au Mali pour établir des partenariats aussi bien au niveau bilatéral que continental. "Des partenariats qui ne doivent se limiter au seul volet commercial, mais qui s'étendent à des investissements dans le domaine de la production pharmaceutique, ce qui permettra d'introduire les produits pharmaceutiques algériens sur les marchés régionaux et continentaux", a-t-elle insisté. A cette occasion, Mme Khoudir a réitéré le soutien et l'accompagnement des services spécialisés au niveau du ministère et de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) au profit des producteurs pharmaceutiques, afin de bénéficier de toutes les facilités nécessaires pour leurs opérations d'exportation, ce qui favorisera la croissance du secteur et la dynamique des investissements dans le domaine. A noter que le pavillon algérien au salon "Keneya Expo 2023" était composé de 19 des plus importants opérateurs et pro-

ducteurs spécialisés dans la fabrication de médicaments et de dispositifs médicaux. Par ailleurs, la Secrétaire générale du ministère a été reçue vendredi en audience par le Secrétaire général du ministère malien de la Communication, de l'Economie numérique et de la Modernisation de l'administration, Al Kaidi Amar Touré. Les entretiens ont porté sur les voies et moyens à même de développer la coopération algéro-malienne, notamment dans le domaine de la numérisation dans le secteur de l'industrie pharmaceutique à travers la sérialisation qui permet de garantir une traçabilité absolue des médicaments, ainsi que les plateformes de gestion de stock assurant la veille sur la disponibilité. Enfin, la partie malienne a exprimé "toute sa disponibilité à développer des axes de coopération, notamment dans les startups, la poste et les télécommunications avec l'Algérie", selon le communiqué.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LE STOCK STRATÉGIQUE DES CÉRÉALES ET DE LA POUDRE EN LAIT A TRIPLÉ

L'Algérie renforce sa sécurité alimentaire

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhafid Henni, a rassuré hier sur la disponibilité des produits agricoles, notamment les céréales et la poudre de lait et des légumes secs. Il a affirmé que les stocks ont été triplés ces deux dernières années. Le ministre a assuré que le niveau du stock stratégique national de ces produits a triplé au cours de ces deux dernières années.

Par Sirine R

«Les stocks actuels en ces produits sont en mesures de répondre à la demande nationale à long terme», indique le ministre à l'occasion d'une rencontre nationale des cadres de son secteur. Ceci a conforté la disponibilité des produits sur le marché, en éradiquant des situations de dysfonctionnements (pénuries et perturbation) dans la distribution, notamment le lait en sachet. Le ministre a ajouté que ces stocks sont en mesures de couvrir à long terme les besoins nationaux en céréales et en poudre de lait, en notant que le stock national des céréales et de la poudre en lait ne couvrirait qu'un mois en 2019. Le niveau des stocks stratégique était dans le bas. En dépit des conditions difficiles enregistrées au cours de la campagne agricole 2022-2023 en raison des changements climatiques qui ont touché l'Algérie, à l'instar de nombreux pays dans le monde, le secteur agricole a pu sauver la saison de production céréalière, grâce à l'abondance de la production dans les régions du sud, selon le ministre. Ceci est confirmé, dira le ministre, par «la vision prospective du Président de la République, qui a initié en 2021 la création d'un office dédié à la promotion des investissements structurés au sud afin de développer les cultures stratégiques telles que les céréales, les oléagineux et les fourrages». Dans le but de porter le stock stratégique des céréales à 9 millions de tonnes, le ministre a rappelé qu'un programme avait été initié pour étendre les capacités de stockage de cette matière stratégique. Le ministre a souligné également que son secteur a pu atteindre l'autosuffisance dans le domaine de la production de semences destinées à la division céréalière, afin de consoli-

der la «souveraineté alimentaire». Cette stratégie a permis à l'Algérie de générer une économie de 450 millions de dollars par an. Après avoir évoqué l'importance du rôle joué par la banque de semences, lancée en août 2022, le ministre a révélé que la banque de gènes entrera en service avant la fin de l'année en cours 2023, avec une capacité de stockage estimée à 80.000 accessions, ce qui permettra de valoriser les acquis liés à la préservation du patrimoine génétique national. Concernant le bilan des réalisations dans le secteur de l'agriculture et du développement rural au cours des quatre dernières années, le ministre a expliqué que de nombreux acquis ont été réalisés, que ce soit au niveau législatif ou réglementaire, notamment à travers l'assainissement du foncier agricole et le renforcement des capacités des différentes filières. Dans le domaine législatif, 57 textes juridiques et réglementaires ont été publiés pour encourager les investissements, supprimer les obstacles administratifs et libéraliser les initiatives, précise le ministre. Dans le domaine de l'assainissement des terres agricoles, d'importantes superficies de terres agricoles ont été récupérées, ce qui a permis de renforcer le portefeuille de terres de l'Office de Développement Agricole Industriel au niveau des wilayas du Sud et le portefeuille de terres agricoles de l'Office National. Dans le domaine du soutien aux investissements, 38 000 investisseurs agricoles ont été rattachés à l'électricité sur une longueur de 17 400 km. Par ailleurs, la numérisation des procédures administratives du secteur, aux niveaux central et local, à travers le développement de plusieurs applications et plateformes numériques «a permis l'élimination de la bureaucratie et l'instauration de la transparence».

Par ailleurs, tous les préparatifs préliminaires au lancement effectif du Recensement Général de l'Agriculture ont été achevés, puisque le comité national multisectoriel chargé de le superviser a été installé la semaine dernière, avec un montant de 1,3 milliard de DA alloué au processus. Dans le même contexte, le ministre a souligné l'achèvement du processus de recensement du cheptel, qui a révélé «les chiffres et statistiques réels de cette richesse nationale», puisque le nombre réel de moutons ne dépasse pas 17 millions de têtes, alors que les chiffres précédents indiquaient la présence de moutons de 36 millions de têtes». En somme, le ministre Henni a estimé que le secteur a pu obtenir des résultats «très positifs» qui ont permis d'assurer la sécurité alimentaire dans des conditions internationales, climatiques et sanitaires difficiles. Plusieurs rapports mondiaux en témoignent. L'Organisation mondiale de la nutrition (FAO) a classé l'Algérie au premier rang mondial, aux niveaux arabe et africain, pendant trois années consécutives (2020, 2021 et 2022) en termes d'incarnation des objectifs de développement durable des Nations Unies dans le domaine de la sécurité alimentaire. Pour sa part, l'Indice mondial de sécurité alimentaire (GFSI) en 2022 place l'Algérie en tête des pays africains dans ce domaine, a ajouté le ministre, rappelant le rapport du Forum économique mondial (Forum de Davos) publié en janvier 2023, qui classait l'Algérie parmi les premiers pays ayant garanti la sécurité alimentaire grâce à la production nationale. Par ailleurs, le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'économie algérienne, publié le 27 octobre, classe le secteur agricole algérien parmi les secteurs stratégique de l'économie nationale.

RÉGULATION DU MARCHÉ

Importation de 16.000 tonnes de légumineuses

Un navire chargé de 10.000 tonnes de pois chiches et de 6.000 tonnes de lentilles a accosté, jeudi au port d'Alger, dans le cadre de la régulation du marché national, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. "Dans le cadre de l'opération d'importation de légumineuses (lentilles et pois chiches) pour réguler le marché national, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, représenté par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a commencé à importer, ce jeudi 9 novembre 2023, 16.000 tonnes de légumineuses (10.000 tonnes de pois chiches et 6.000 tonnes de lentilles) chargées à bord d'un navire qui a accosté au port d'Alger". Un autre navire, chargé de 5.000 tonnes de légumineuses (lentilles et pois chiches), arrivera vendredi au port de Mostaganem, ajoute la même source. Le ministère a assuré que cette opération "se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours pour constituer une réserve stratégique, et ce jusqu'au 31 décembre 2023". R E.

EXCÉDENT DE PRODUCTION D'OIGNONS

400 tonnes exportées vers la Côte d'Ivoire

La Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA) a réalisé, jeudi, une première opération d'exportation d'oignons vers la Côte d'Ivoire pour absorber l'excédent de production, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. "Suite aux mesures prises par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, la production d'oignons a enregistré un excédent cette année, permettant de couvrir les besoins du marché national et de constituer un stock de sécurité abondant de ce produit de large consommation", lit-on dans le communiqué. Aussi, "la SARPA a réalisé, jeudi, une première opération d'exportation de 400 tonnes d'oignons vers la Côte d'Ivoire pour absorber l'excédent et protéger la production des agriculteurs", précise le communiqué.

R E.

SALON DES DATTES D'ALGER

Une opportunité pour faire découvrir les variétés locales

Le Salon international des dattes prévu à Alger du 15 au 18 novembre en cours, se veut une opportunité pour découvrir et promouvoir les différentes variétés de dattes destinées à la commercialisation sur le marché national et international, ont affirmé, jeudi, les organisateurs de cette manifestation économique. Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la première édition de ce salon organisé au Palais des expositions sous le patronage du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le secrétaire général du ministère, Hamid Bensaad a indiqué que ce salon était une opportunité pour découvrir les différentes variétés de dattes (plus de 800) dont des variétés rares labélisées comme Deglet Nour. Grâce aux mesures d'incitation et d'accompagnement technique des producteurs de cette filière, la production nationale de dattes est passée à 1,4 million de tonnes/an, a fait savoir M. Bensaad qui a ajouté que l'Algérie figure parmi les pays pionniers dans cette filière. Quant à l'utilisation des pesticides pour lutter contre les parasites qui affectent ce pro-

duit comme Boufaroua et la pyrale (ver de la datte), le responsable a indiqué que le ministère recourt à des pesticides conformes aux normes internationales pour protéger les palmiers dont 3 millions ont été traités sur un total de 18 millions palmiers producteurs, assurant que le secteur veille à contrôler la qualité du produit national pour renforcer sa place sur les marchés mondiaux. Il a révélé, dans ce cadre, que le ministère de l'Agriculture, en coordination avec le ministère du Commerce, est sur le point de créer un nouvel organisme regroupant l'ensemble des laboratoires nationaux sous la tutelle des deux secteurs, en vue de renforcer le contrôle de la qualité de la production agricole, y compris les dattes. Pour sa part, le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a mis l'accent sur l'impératif de promouvoir la filière phoenicicole à travers l'organisation de manifestations économiques dans le but de promouvoir ce produit, rappelant que les dattes figuraient en tête de la liste des exportations agroalimentaires de l'Algérie.

Dans ce contexte, le président de la CNA a fait savoir que le Salon a pour objectif d'offrir une occasion aux acteurs locaux et étrangers de se rencontrer, dans l'optique de promouvoir davantage les exportations des dattes et de renforcer leur place sur les marchés internationaux. Le Salon a également pour objectif, ajoute M. Hambli, de faire connaître les différentes variétés et les produits dérivés des dattes et apporter un soutien à l'industrie transformatrice dans ce domaine. Il a estimé que ce Salon offre aussi une occasion pour présenter les différentes variétés de dattes aux habitants d'Alger et de ses alentours. A son tour, le président de la Chambre de la wilaya de Biskra, Messaoud Guemari, a indiqué que les dattes algériennes sont très prisées à l'étranger. Outre la variété "Deglet Nour", très prisée sur les marchés européens, d'autres variétés locales ont réussi à s'imposer sur les marchés mondiaux, notamment en Asie et en Afrique, a poursuivi le même responsable. Pour sa part, le président de la chambre locale de Ghardaia, Rabah Ouled Haddar, a

estimé que la filière des dattes et l'expansion des palmeraies contribuaient au développement durable, en plus des dimensions sociales de cette filiale qui constitue une ressource financière pour les habitants du Sud, soulignant que l'Algérie comptait 24 wilayas productrices de dattes. De son côté, le représentant de l'Organisation arabe du développement agricole (OADA), Salem Saad, s'est félicité de la coopération technique fructueuse entre le ministère et l'OADA pour l'amélioration de la production agricole en général et son développement, soulignant que la majorité des pays producteurs de dattes sont des pays arabes. Selon les organisateurs, le Salon international des dattes, organisé par la Chambre nationale de l'Agriculture en collaboration avec l'OADA, verra la participation de 150 exposants, notamment les producteurs, les transformateurs, des chercheurs, des exportateurs, ainsi que des associations, des coopératives et des opérateurs économiques locaux et étrangers, de Libye, de Tunisie et des Emirats arabes unis.

R E.

ASSURANCES

La CNMA dévoile ses nouvelles solutions dans le domaine des risques industriels

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a présenté, jeudi à Alger, ses nouvelles solutions innovantes en matière d'assurance de biens et pertes d'exploitations subies par les opérateurs industriels, et ce, dans le but d'élargir son champ d'action au-delà du secteur agricole et automobile. Ces solutions, basées sur l'évaluation et la gestion adaptée des risques encourus par les opérateurs face aux multiples dangers, ont été dévoilées lors d'un séminaire international organisé sous le thème "Solutions innovantes en assurance de biens et pertes d'exploitations subies par les opérateurs industriels", et qui a vu la présence des premiers responsables de groupes industriels publics et privés, des hommes d'affaires, des experts et des cadres de la CNMA. Cette rencontre, qui s'inscrit dans une démarche de proximité avec ses assurés et partenaires stratégiques, a permis aux dirigeants de la CNMA de faire part des nouveaux produits destinés à assurer les différents risques, notamment les risques industriels auxquels sont exposés les opérateurs économiques, tels que les arrêts de l'outil de productions pour divers facteurs. Dans ce contexte, le PDG de la CNMA, Cherif Benhabiles a affirmé que la CNMA est en train de connaître une nouvelle dimension non seulement dans le secteur des assurances agricoles et agroalimentaires, mais aussi dans d'autres domaines tels que l'industrie et le commerce. A ce propos, il a cité l'assurance destinée à couvrir les pertes d'exploitation des entreprises. Affirmant que la CNMA souhaite se démarquer des produits d'assurances classiques proposés sur le marché, il a fait savoir que la caisse offre une nouvelle démarche dans la gestion des risques auxquels sont exposées des entreprises publiques et privées, notamment en matière d'assurance des pertes d'exploitation. A travers cette solution, la CNMA s'engage, a-t-il précisé, à proposer des alternatives aux entreprises pour faire face aux charges, entre autres, le paiement des salaires des travailleurs durant une période de 18 à 24 mois. "Ces produits d'assurance sont très importants et permettent de sécuriser davantage nos investisseurs. La CNMA veut agir en tant qu'acteur qui protège l'économie nationale et d'aider à pérenniser l'activité des entreprises", a-t-il encore soutenu.

Synthèse R.E.

PRODUCTION DE CARREAUX CÉRAMIQUES À BATNA

Qualité, diversité et perspectives prometteuses à l'export

Un saut qualitatif est observé, ces dernières années dans la wilaya de Batna, en matière de production de carreaux en céramique dont la diversité ouvre de belles perspectives pour l'exportation.

Par R.E.

La profusion de la matière première dans plusieurs communes des Aurès, et la qualité reconnue du produit, très apprécié au niveau national, ont provoqué un effet « boule de neige » et contribué, selon le directeur de wilaya de l'Industrie, Djelloul Menasri, à la diffusion de cette activité, localement, faisant de Batna un pôle par excellence de la céramique. Le même responsable a ajouté que les différents types de céramique, conçus pour le revêtement mural et de sol, sont produits à Batna selon des techniques éprouvées et une technologie moderne et de haute précision, avec des compétences nationales spécialisées dans le domaine, dont plusieurs ont reçu une formation à l'étranger. Douze (12) unités de céramique sont aujourd'hui opérationnelles dans la wilaya de Batna, dont une est entrée en service en 2023, une autre se trouvant en « phase initiale d'essais » en attendant son démarrage effectif et son entrée en production « début 2024 au plus tard ». En outre, selon le directeur de l'industrie, des travaux sont actuellement en cours pour la réalisation, dans la commune de Djerma,

d'une nouvelle usine qui devrait être, selon des données préliminaires, « la plus grande au niveau national » en raison de l'installation d'une « énorme chaîne de production », selon une technologie de haute précision. Avec la réception de ces nouveaux projets, la production de matériaux de céramique, actuellement de plus de 70 millions de mètres-carrés, devrait connaître un « accroissement substantiel », a ajouté la source, notant que la wilaya de Batna se situe déjà au premier rang national en termes de quantités produites, et à la seconde place en matière de nombre d'unités de production.

Le challenge de la qualité pour gagner la bataille de l'export

Les producteurs locaux de céramique misent sur le développement et la diversification du produit, en s'appuyant sur les dernières technologies en la matière pour, non seulement répondre aux besoins du marché national, mais aussi pour gagner la bataille de l'exportation. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a fait savoir, dans ce contexte, qu'au cours de l'année 2022, il a été exporté vers des pays arabes, européens et d'Amérique latine pour

26 millions de dollars. Un montant qui devrait être largement dépassé en 2023 grâce à cette branche de l'industrie légère qui a généré 3.176 emplois directs, a ajouté le même responsable. Selon M. Benmalek, les investisseurs dans ce domaine sont « soutenus et accompagnés » par l'Administration et les autorités locales pour qu'ils puissent, notamment, transcender les difficultés qu'ils rencontrent et surmonter les obstacles. Le wali a également rappelé, dans ce contexte, les mesures décidées par l'Etat pour protéger la production nationale de la concurrence étrangère, ainsi que la stratégie visant à assurer l'autosuffisance puis à exporter le produit algérien. Les unités de production de céramique sont situées dans plusieurs communes dont Tazoult (zone d'activité Draâ Ben Sebbah), Batna, Djerma et Timgad. La wilaya de Batna compte 5 zones industrielles d'une superficie totale de 600 hectares, et de 16 zones d'entrepôts et d'activités (ZEA) sur 400 hectares, en plus de petites zones d'activités pour jeunes porteurs de projets, notamment la zone-modèle de Timgad où plusieurs projets ont déjà été implantés.

KENEYA EXPO2023

Appel à réaliser des partenariats interafricains

La secrétaire générale du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Drifa Khoudhir a appelé à Bamako (Mali), à concrétiser des partenariats interafricains dans le domaine de l'Industrie pharmaceutique. Représentante du ministre du secteur, Ali Aoun, aux travaux de la 2ème édition du Salon international de la santé "Keneya Expo2023", qui se tient du 9 au 11 novembre à Bamako, elle s'exprimait dans une allocution prononcée lors de cette manifestation, dont la cérémonie d'ouverture a eu lieu jeudi. Elle a, à cette occasion, appelé "les opérateurs pharmaceutiques algériens à concrétiser des partenariats interafricains dans une démarche d'investissements productifs et d'intégration économique à même d'instaurer une industrie pharmaceutique continentale garante de la souveraineté sanitaire et pharmaceutique en Afrique", indique vendredi un communiqué de ministère. Elle a aussi appelé à tirer les leçons de la pandémie de la Covid -19 qui a " permis d'identifier les insuffisances et les limites des systèmes de santé africains et qui a conduit à faire prendre conscience de la nécessité d'asseoir une véritable industrie pharmaceutique locale". Mme khoudhir a, dans ce cadre, rappelé que c'était grâce à son tissu industriel et à l'engagement de l'ensemble des producteurs nationaux de produits pharmaceutiques, que l'Algérie a pu assurer la production et la disponibilité de l'ensembles des moyens de protection et des produits pharmaceutiques inscrits dans le protocole thérapeutique du Covid 19.

Elle a, d'autre part, insisté sur "la nécessité de s'orienter vers une démarche de coordination fructueuse entre nos pays, notamment, à travers la création de pôles industriels spécialisés ainsi que vers le co-développement de médicaments, notamment ceux pour les pathologies qui touchent notre continent", selon le communiqué. Pour Mme Khoudhir, il est " aujourd'hui plus qu'opportun d'opérationnaliser l'Agence Africaine du Médicaments (AMA) qui permettra le renforcement et le développement de l'industrie pharmaceutique africaine et assurera la souveraineté sanitaire continentale". Elle a, par ailleurs, présidé avec le ministre de l'Industrie et du Commerce du Mali, Moussa Alassane Diallo, les travaux d'un panel organisé dans le cadre du Salon international de la santé, portant sur l'industrialisation pharmaceutique africaine défini et perspective. La responsable a, dans son intervention, passé en revue l'expérience algérienne à travers la création d'un département ministériel chargé de l'industrie pharmaceutique qui a pu mettre en place le cadre législatif et réglementaire nécessaire pour assurer le développement du secteur. Ce qui a permis à l'industrie pharmaceutique algérienne de réaliser "un saut qualitatif à travers l'augmentation du nombre d'établissements pharmaceutiques de fabrication qui passé de 97 en 2019 à plus 196 établissement actuellement, de faire face à la pandémie de COVID-19, et d'augmenter le taux de couverture des besoins du marché national en produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, avec l'ambition de

voir ce tissu industriel croître et se développer dans le cadre de la complémentarité et l'intégration régionales et continentale", a-t-elle ajouté. Durant les débats, Mme khoudhir a également plaidé pour une "approche consensuelle et continentale entre les différents pays africains à même de développer l'industrie continentale". Elle a également appelé à la priorisation de la production locale africaine pour couvrir les besoins des marchés pharmaceutiques continentaux notamment par la levés des barrières réglementaires à l'exportation de produits pharmaceutiques et par le promotion et l'accompagnement des investissements productifs conjoints entre les pays africains pour ériger une industrie pharmaceutique continentale capable d'asseoir la souveraineté sanitaire et pharmaceutique en Afrique. Pour sa part, le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga a, dans son discours d'inauguration officielle des travaux de Salon, appelé à l'importance de relancer une véritable industrie pharmaceutique sur le continent pour servir les intérêts de ses peuples. Evoquant longuement les relations indéfectibles liant les deux pays frères l'Algérie et le Mali et qui se caractérisent par la fraternité, la solidarité et le bon voisinage, il a appelé les industriels des deux pays, en particulier ceux de l'industrie pharmaceutique, à plus de convergence pour lancer des projets de partenariat industriel au service des deux pays.

R.E.

GISEMENT DE ZINC-PLOMB DE BEJAÏA

Une production de 2 millions de tonnes/an

Le projet de l'exploitation de la mine de zinc-plomb de Tala Hamza-Amizour (Bejaïa) entre dans sa phase de réalisation. Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a procédé hier samedi à la pose de la première pierre du projet d'exploitation du gisement.

Par Sirine R.

Fruit d'un partenariat algéro-australien, ce projet vise à exploiter un gisement renfermant une réserve de 34 millions de tonnes, avec l'extraction de 2 millions de tonnes de minéraux bruts par an pour produire 170.000 tonnes de concentré de zinc et 30.000 tonnes de concentré de plomb. Dans une allocution à l'occasion de cette cérémonie, le ministre a souligné l'importance de ce projet qui « permet de renforcer et hisser les capacités minières du pays et créer de la valeur ajoutée afin de soutenir la diversification de l'économie nationale ». Cela, a-t-il assuré, avec « la stricte attention liée au respect de l'aspect environnemental, avec la prise en compte des objectifs de développement durable ».

Ainsi, les technologies modernes utilisées dans ce projet permettent, selon le ministre, « d'entamer les travaux avec toute la sécurité nécessaire et le respect de l'environnement, et ce, grâce à l'engagement des opérateurs et un suivi régulier du respect des normes de sécurité et environnementales depuis la préparation du gisement jusqu'à l'exploitation ».

Concernant les postes d'emploi créés à travers le projet, M. Arkab a indiqué que le plan établi prévoit la création de 800 emplois directs et près de 4.000 emplois indirects avec « une priorité donnée à la formation et à l'emploi des jeunes de la région ».

Le ministre a insisté aussi sur la valorisation locale des produits miniers et la réalisation d'unités de transformation pour créer une forte valeur ajoutée.

Le premier responsable des mines a évoqué, en outre, la conférence organisée il y a un mois à Béjaïa par le ministère et la wilaya au niveau de l'Université Abderrahmane Mira, avec la participation de nombreux experts, docteurs, étudiants et des représentants de la société civile. Cette rencontre, a-t-il dit, a permis de mettre en avant des expertises et des interventions traduites en recommandations « prises en compte dans le processus de préparation et d'exploitation du gisement ».



Il a affirmé que le gouvernement accorde une grande importance aux projets miniers, notamment ceux structurants (exploitation de la mine de Gara Djebilet à Tindouf et celui du projet intégrant du phosphate de Tebessa et Souk Ahras), dans le but de diversifier l'économie nationale et de réduire la facture d'importation en produit minier).

Concernant l'investissement dans les mines, le ministre a affirmé que le développement de ce segment passe principalement par l'amélioration du climat de l'investissement, en accordant des avantages et incitatives pour les entreprises surtout du secteur privé. C'est ce que prévoit, d'ailleurs, un projet de loi élaboré par le gouvernement.

«Le gouvernement a étudié, lors de sa réunion hebdomadaire, mercredi dernier, un avant-projet de loi réglementant les activités minières, qui vise principalement à créer un environnement juridique approprié qui encourage le développement de l'industrie minière, et fixe un cadre incitatif pour le développement de l'industrie minière, en facilitant les procédures liées à l'investissement minier et en réduisant tous les délais qui y

sont liées. Il est prévu également l'ouverture du partenariat avec les opérateurs économiques nationaux et étrangers. Toutes les garanties nécessaires seront apportées à cet effet», conclut-il.

De son côté, le PDG du groupe public Sonarem, Mohamed Sakhr Harami, a estimé que ce projet, devant entamer la phase d'exploitation d'ici deux ans, constituait « un exemple en matière d'exploitation minière aux standards internationaux ».

Ce gisement fournira l'usine de Ghazaouet (Tlemcen) dans le cadre de la valorisation des ressources minières nationales, selon M. Harami, ajoutant que le projet permettra d'exporter les produits miniers lorsqu'il y aura un excédent de production afin de créer de nouvelles recettes en devises pour l'Etat. Pour sa part, le PDG de la compagnie minière australienne « Terramin », partenaire de Sonarem dans ce projet, Feng Cheng, s'est félicité de la collaboration avec les autorités algériennes pour mener à bien ce projet. Il a assuré que l'entreprise australienne fournira des technologies les plus avancées dans le secteur minier en Algérie.

ELLE VIENT D'OBTENIR LA CERTIFICATION GLOBE-CERT AB

AQS à la conquête du marché scandinave

La Société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) vient d'obtenir la certification GlobeCert AB qui lui permet d'exporter ses produits vers le marché scandinave, a rapporté l'APS auprès de la direction de l'information de l'entreprise.

La même source a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la Société AQS a obtenu une certification auprès de "Global certification in the steelmarket of the nordic region" (GlobeCert AB) qui lui ouvre de nouvelles perspectives d'exportation des différents types de fer à béton qu'elle produit vers les pays scandinaves, en l'occurrence la Suède, la Norvège et le Danemark.

Cette homologation s'ajoute à celles déjà obtenues par AQS, à savoir la certification ISO, celles délivrées par l'organisme britannique Cares, par l'organisme polonais Zetom (marchés d'Europe de l'Est) et, plus récemment, par l'organisme international Kiwa pour les pays baltes.

Il s'agit-là, selon la direction de l'information d'AQS, du "résultat de l'excellence et l'aboutissement des efforts, du sérieux, du professionnalisme et de l'engagement total de la Société à se conformer aux normes les plus élevées en matière de qualité".

Avec la certification GlobeCert AB pour la Scandinavie, les produits d'Algerian Qatari Steel sont désormais certifiés sur tous les marchés du continent européen, qui est l'un des marchés mondiaux les plus importants dans le domaine de la sidérurgie, a également indiqué la même source. La Société AQS s'attache à être "présente sur tous les marchés internationaux en exportant les excédents de fer à béton et autres produits sidérurgiques produits dans le Complexe de Bellara vers les marchés extérieurs", contribuant ainsi à "concrétiser la stratégie du gouvernement visant à augmenter la valeur des exportations hors hydrocarbures", a conclu la même source.

R E.

ELLE CIBLERA PROCHAINEMENT 1 MILLION D'ÉTUDIANTS

Une campagne nationale sur l'entreprenariat

Les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mehdi Walid, ont annoncé, jeudi à Mostaganem, l'organisation la semaine prochaine d'une campagne nationale de sensibilisation sur l'entreprenariat, ciblant 1 million d'étudiants.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la visite des deux ministres dans la wilaya, M. Baddari a souligné que cette campagne, qui coïncide avec la Semaine internationale de l'entreprenariat, entre dans le cadre du programme annuel 2023-2024, qui vise à orienter les projets des étudiants vers la création de start-up et de micro-entreprises, et à faire de l'université une

locomotive de l'économie nationale, en renforçant son rôle dans le développement et la prospérité sociale.

Il a ajouté que les indicateurs enregistrés, au cours de l'année universitaire écoulée, confirment que la nouvelle vision de l'université, basée sur l'Enseignement supérieur, la Recherche scientifique et la création de richesse, est devenue une réalité à travers les projets présentés par les étudiants universitaires, appelant au renforcement de la sphère universitaire, des entreprises économiques et des collectivités locales pour soutenir le développement local et national dans divers domaines.

Pour sa part, M. El Mehdi Walid a déclaré que la campagne de cette année a relevé le plafond des objectifs fixés par

rapport à l'année dernière, au cours de laquelle 100.000 étudiants universitaires ont été ciblés, indiquant qu'atteindre 1 million d'étudiants universitaires confirme que l'université est le cœur et la locomotive de l'économie nationale, source d'idées et d'innovation et berceau des entrepreneurs de demain.

En relevant le défi de s'orienter vers un modèle économique basé sur la connaissance et l'innovation, sur lesquelles le gouvernement mise en mettant en place plusieurs mécanismes à travers les ministères de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, l'Economie de la Connaissance, les startups et les micro-entreprises, afin de doubler le nombre des startups de 4 pour 1.000 habitants par

an, actuellement, à 8 pour 1.000 habitants à l'avenir, a ajouté le ministre.

Les deux ministres ont procédé, lors de cette visite, à l'inauguration de la Maison de l'intelligence artificielle, dont un espace a été réservé à la faculté de médecine, et inspecté plusieurs projets portant sur l'application du smart-phone pour l'enseignement destiné aux étudiants de médecine et l'application de lecture de l'électrocardiogramme destiné aux médecins.

Ils ont également inspecté la salle de formation en échographie du Centre de simulation médicale et le pavillon destiné aux startups affiliées à divers instituts et facultés, réunissant 40 projets dans diverses branches et spécialités.

R E.

RÉHABILITATION
DU BARRAGE VERT

Un impact positif
sur le
développement
de la wilaya de
Djelfa

La mise en œuvre du programme de réhabilitation du barrage vert à Djelfa est de nature à impacter positivement le développement socio-économique de l'ensemble de la wilaya.

Lancé effectivement en mise en œuvre, à la fin octobre dernier à Djelfa, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce programme est affecté d'une enveloppe globale de près de 12 milliards de DA.

Le barrage vert parcourt 13 wilayas du pays, dont celle de Djelfa, où de nombreuses opérations sont programmées à l'horizon 2024-2030, sous la direction conjointe de la conservation des forêts et des services agricoles de la wilaya. Il s'agit notamment de l'aménagement programmé par la conservation forestière de la wilaya, de 300 km de pistes forestières et de 104 km de pistes rurales, parallèlement à la réhabilitation de tranchées pare-feu sur une surface de 205 ha, et la stabilisation d'une surface de 1.800 ha de dunes de sable.

Toujours selon les informations fournies par les services de la wilaya, ce programme prévoit, également, la réalisation de travaux de protection pour une surface de 5.000 ha de pâturages, l'ouverture de 304 km de nouvelles pistes forestières et rurales, et la stabilisation de 4.320 points de plantation d'arbres fruitiers. A son tour, la direction des services agricoles de Djelfa prendra en charge l'ouverture de 1.426 km de pistes agricoles, parallèlement à la réalisation d'un réseau électrique de 1.000 km de long et de sept (7) collecteurs d'eau, outre l'acquisition de 385 ruches d'abeilles et de 340 unités d'élevage avicole.

A noter qu'une grande partie de ce programme sera également assurée par le Haut commissariat au développement de la steppe (HCDS), qui procèdera notamment à la réalisation de travaux de protection au profit de 50.000 ha de pâturages, la réhabilitation d'une surface de 6.100 ha de pâturages et l'extension des vergers fruitiers pour les porter à 1.100 ha.

Il s'agira aussi de l'installation de 500 panneaux photovoltaïques et de la réalisation de travaux de protection des sols et de l'eau (50.010 m3), de 10 barrages, 11 retenues collinaires et cinq puits.

M'SILA

Le barrage vert, un projet environnemental à dimension économique

Le projet de réhabilitation et d'extension du barrage vert fait l'objet, dans la wilaya de M'sila, d'une attention toute particulière dès lors qu'il s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à lutter contre la désertification et la sécheresse, et d'adapter les régions steppiques aux effets du changement climatique.

Le projet, dans la wilaya de M'sila, s'étend sur une superficie de plus de 433.000 hectares, englobant 36 communes, et représente 22,9 % de la superficie totale de la wilaya du Hodna et 19,7 % de la superficie du barrage vert à l'échelle nationale, selon le Conservateur des forêts, Mohamed Ameer.

Dans le cadre de la concrétisation du plan d'action pour la réhabilitation, l'extension et l'aménagement du barrage vert, la wilaya a bénéficié, au titre de l'année 2023, d'un programme de 1,42 milliard de DA incluant 36 communes.

Le projet, dont l'étude technique a été réalisée 2014 par le bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), a été confié au groupe génie rural (GGR) qui doit exécuter les travaux de réhabilitation et porter la superficie à 438.350 hectares "d'ici à 2035", a expliqué M. Ameer.

Selon ce responsable, le projet, mis en œuvre conformément à l'étude du BNEDER, comporte différents axes, à savoir la réhabilitation et l'extension des zones forestières, et la réhabilitation des terres agricoles et pastorales, où les opérations programmées ont été préparées et contrôlées en coordination avec les commissions locales sous la supervision des chefs de daïras, de la conservation des forêts, du Haut-commissariat au développement de la steppe, les services agricoles et les citoyens à travers l'intégration des agriculteurs, des éleveurs et de divers secteurs concernés. La concrétisation du projet du barrage vert mettra à contribution la direction des services agricoles, en charge de l'ouverture et de la préparation des pistes agricoles, ainsi que de la plantation d'arbres fruitiers, le Haut-commissariat au développe-



ment des steppes, en charge de l'ouverture de pistes rurales, de la plantation pastorale et de la préparation du barrage de dérivation. Le projet d'aménagement et d'extension du barrage vert sera concrétisé sur le terrain par des plantations forestières sur 46 hectares, et la mise en terre d'une ceinture verte sur 17 hectares, en plus de 10 hectares plantés d'arbres fruitiers.

Objectifs environnementaux
et impact économiques

La même source a souligné l'importance du projet pour atteindre les objectifs de développement durable, à même d'assurer un environnement propice à la création de richesses pour la croissance économique, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale en réduisant la dégradation des terres et l'avancée du sable.

Pour cela, les efforts tendront vers des "plantations économiques résistantes à la sécheresse" au profit des populations riveraines du projet, vers la stabilisation du sol et l'extension du couvert végétal.

La même source a évoqué, dans ce contexte, la possibilité de bénéficier, dans la foulée du projet, de fruits et de fourrages pour le bétail, tout en contribuant à la création d'emplois permanents et temporaires.

M. Ameer a décrit le projet comme "la plus grande réalisation destinée à lutter contre la désertification en Algérie, et même au niveau régional, depuis son démarrage dans les années 1970 par les éléments de l'Armée nationale populaire dans le but de créer une ceinture verte s'étendant sur 3 millions d'hectares, d'une longueur de 1.500 km et une largeur d'environ 50 km, couvrant l'espace steppe, les hauts plateaux et une partie de l'Atlas saharien".

EL-MÉNIAÂ

Un pôle agricole spécialisé en production de la betterave sucrière

Une délégation du ministère de l'Agriculture et Développement rural (MADR), vient d'achever une visite de travail à El-Méniaâ, au cours de laquelle elle s'est enquis des opportunités d'investissement dans le secteur agricole, en prévision de la création d'un pôle spécialisé en production de la betterave sucrière, a-t-on appris jeudi des membres de cette délégation ministérielle.

S'exprimant à l'issue de cette visite, le directeur du foncier agricole et de la mise en valeur des terres au MADR, Wahid Tefiani, a indiqué à l'APS que "cette tournée qui intervient en application des directives du ministre du secteur, a pour objectif de s'enquérir des opportunités d'investissement dans le secteur agricole notamment les périmètres agricoles consacrés aux cultures stratégiques, et ce en prévision de la création d'un pôle agricole spécialisé en production de la betterave sucrière".

L'opération d'attribution du foncier agricole destiné à accueillir ce projet prometteur, au profit d'un opérateur économique qualifié, se fera via la plateforme numérique de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) qui prévoit, à ce titre, la création de nouveaux périmètres agricoles à travers des wilayas du Sud et du grand sud du pays, au titre de son 4ème portefeuille foncier, a-t-il souligné. "Ces visites de terrain effectuées par les membres de la délégation, en compagnie des représentants locaux du secteur et des investisseurs, vont permettre de contribuer à l'élaboration d'une feuille de route portant sur l'exploitation optimale du potentiel existant et la concrétisation de ce futur pôle agricole".

De son côté, le directeur général de l'ODAS Djoudi Guennoune, a fait savoir que 19.000 hectares

sont destinés aux cultures stratégiques à El-Méniaâ, dont une surface importante sera réservée à la production de la betterave sucrière.

Et d'ajouter que ses services s'emploient à mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer l'accompagnement des porteurs de projets désireux de s'investir dans les filières agricoles stratégiques.

La délégation ministérielle a, à cette occasion, entendu un exposé de la direction locale des services agricoles (DSA) sur la situation actuelle du foncier agricole attribué, exploité et l'opération d'assainissement, ainsi que le bilan des réalisations du secteur.

Lors de cette tournée de deux jours, la délégation s'est également enquis des investissements agricoles dans la région, à l'instar d'une exploitation située dans la commune de Hassi-Lefhal (155 km nord d'El-Méniaâ), qui avait

enregistré, au cours des dernières années, des résultats "encourageants" en termes de production de la betterave sucrière sur une superficie de huit hectares.

Les membres de la délégation, composée notamment de directeurs centraux et généraux, ont été unanimes quant à la convergence des points de vue avec les autorités de wilaya et les différents acteurs du secteur de l'agriculture, sur l'importance de la réalisation de ce projet susceptible de créer de la valeur ajoutée dans cette wilaya où l'ensemble des conditions favorables sont réunies.

La délégation ministérielle a tenu, auparavant, une réunion élargie, présidée par le chef de l'exécutif local Benmalek Mokhtar, en présence des représentants de différents institutions et services relevant du secteur de l'agriculture.

Imaginer la géographie future de l'Europe

« Au cours des cinq derniers siècles, il est arrivé à seize reprises qu’une puissance montante menace de supplanter la grande puissance régnante. Dans douze cas, cette situation s’est soldée par une guerre. Quant aux quatre fois où la guerre a pu être évitée, cela n’a été possible que grâce à des ajustements de taille, de part et d’autre, dans les actes comme dans les attitudes. ... Pour échapper au Piège de Thucydide, nous devons accepter de penser l’impensable – et d’imaginer l’inimaginable. Vu la situation actuelle, il nous faut désormais infléchir le cours même de l’histoire. »[1]

Par Alberto Alemanno (1)
et Luiza Bialasiewicz (2)

La crise de la dette souveraine, le Brexit, la pandémie de Covid-19 et l’invasion de l’Ukraine par la Russie ont constitué autant de crises qui ont mis à l’épreuve l’Union européenne. Celle-ci y a répondu de manière inédite, notamment par la mise en place d’impôts à son échelle pour faire face aux effets de la pandémie, l’achat conjoint de vaccins et maintenant d’armes, ainsi que l’activation d’un mécanisme temporaire de protection pour les Ukrainiens fuyant leur pays. Mais ces réponses ont aussi dévoilé ses limites constitutionnelles et institutionnelles. En effet, ces mesures ont toutes été adoptées dans l’urgence et ont largement échappé au contrôle démocratique. Même dans des moments d’unité apparente, la capacité de décision de l’UE reste souvent sujette aux volontés nationales. Elle a aussi démontré son incapacité à discipliner les membres rebelles, comme la Pologne ou la Hongrie, dont les gouvernements continuent de me-

nacer les principes fondamentaux de l’Union, tels que l’État de droit. L’UE pourrait être à un tournant décisif. D’abord, le sommet de Grenade a clairement souligné un élément essentiel : la perspective d’un élargissement incluant l’Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et six pays des Balkans occidentaux rend une réforme institutionnelle indispensable. Il est désormais évident que les prochains élargissements ne pourront pas suivre les mêmes dynamiques que ceux de 2004 et 2007. Dès sa genèse, le projet européen s’est construit sur un imaginaire géographique alternatif, sans limites territoriales. Aujourd’hui, deux conceptions du projet européen subsistent : celle d’un espace illimité, sans « point final » politique ou géographique, en opposition à celle d’une « forteresse » impénétrable. C’est ce dernier imaginaire qui est apparu au grand jour au sommet de Grenade. Ainsi, Viktor Orban et son homologue polonais, Mateusz Morawiecki, ont violemment rejeté une proposition de déclaration commune sur la réforme de politique migratoire de l’UE, affirmant que « le carac-

tère sacré des frontières européennes » devait être protégé, Orban allant même jusqu’à comparer les propositions de réforme à un « viol ». Les positions intransigeantes des deux dirigeants sur l’immigration reflètent une vision plus large qui considère l’adhésion à l’UE et son élargissement comme un jeu à somme nulle. Pour éviter que des politiciens nationalistes ne prennent en otage l’UE, il est temps de revoir la façon dont l’adhésion est envisagée. L’idée que cela soit un « tout ou rien » doit être abandonnée si l’UE souhaite regagner sa crédibilité, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de ses frontières. L’UE devrait adopter une nouvelle approche, fondée sur un processus graduel et non nécessairement cumulatif. Dans ce modèle, chaque pays pourrait choisir parmi une gamme d’options d’intégration, plutôt que de tout accepter en bloc. Cette approche permettrait aux futurs membres de choisir le degré d’intégration qui leur convient le mieux. Elle donnerait également la possibilité aux membres actuels (ou anciens, comme le Royaume-Uni) de réévaluer leur

niveau d’engagement envers l’UE. Toutefois, il est important de souligner que le respect de l’Etat de droit et des droits de l’homme resteraient des principes non négociables, ce qui signifie que l’exclusion de facto des membres ne respectant pas ces principes pourrait être envisagée pour la première fois. Cette approche transformerait la nature de l’UE. Elle ne serait plus une forteresse d’Etats partageant les mêmes idées, mais plutôt une structure ouverte, composée de différentes géographies. L’UE pourrait ainsi approfondir son intégration tout en s’élargissant, pour le bénéfice de ses résidents et de ses voisins des pays candidats.

- (1) professeur de droit européen à HEC Paris.
(2) professeure de gouvernance européenne à l’Université d’Amsterdam.

source : Les Echos

ENERGIE

Les rêves engloutis du Proche-Orient

Le conflit au Proche-Orient a relancé les spéculations des marchés mondiaux sur les prix de l’énergie. Mais l’effet pourrait finalement être limité. Sauf sur la région elle-même, qui se rêvait encore, il y a peu, en nouveau carrefour mondial du gaz.

Par Nicolas Rauline

Pour le moment, le sort du Léviathan n’a pas entraîné les marchés dans le chaos. Ce n’est pas que l’on craigne que les investisseurs ne basent leurs décisions sur l’existence d’une créature mythologique. Le Léviathan, c’est aussi le plus gros gisement gazier au large d’Israël et le plus connecté aux marchés mondiaux. Le symbole du rêve du Proche-Orient de devenir un centre névralgique du système énergétique mondial. Un rêve brusquement interrompu par le nouveau conflit qui frappe la région. Le gaz du Léviathan, comme celui du gisement voisin de Tamar, est exporté, via un gazoduc enfoui en Méditerranée et qui ne passe donc pas par Gaza, vers l’Egypte, où il est liquéfié puis exporté en grande majorité vers l’Europe. Depuis un accord tripartite signé avec Israël et l’Egypte, l’Union européenne est en effet devenue le principal acheteur de gaz égyptien.

Un risque d’escalade

Depuis la guerre en Ukraine, l’Europe veut diversifier ses sources d’approvisionnement. L’Egypte – et indirectement Israël donc – est désormais un fournisseur important du Vieux Continent, passant en quelques mois de 0 à plus de 3 % des importations européennes. Si le prix du gaz sur le marché de Rotterdam s’est envolé au lendemain de l’attaque terroriste du Hamas en Israël, c’est d’abord parce que les marchés craignaient que le conflit israélo-palestinien ne débouche sur une baisse de l’offre mondiale de gaz, déjà mise sous tension par la guerre en Ukraine. « Il n’y a aucune marge sur ce marché. On l’a vu quand le champ de Tamar a été arrêté, quand il y a eu des menaces de grève en Australie ou quand un pipeline a été endommagé en Finlande. Les prix sont capables de s’envoler de 20 à 30 % en une journée », rappelait-il y a quelques jours Patrick Pouyanné, le patron de TotalEnergies, lors de la présentation des résultats du troisième trimestre. Mais le calme est vite revenu sur le TTF, le principal indi-

cateur du marché européen du gaz. D’abord parce que le rôle de l’Egypte sur le marché mondial doit être relativisé. « Aucun acteur de la région n’a de poids suffisant pour réellement influencer les marchés mondiaux », affirme David Amsellem, docteur en géopolitique et directeur du cabinet de conseil Cassini. Sur les neuf premiers mois de l’année, les exportations de GNL de l’Egypte avaient aussi chuté de 50 % à cause d’une forte demande intérieure. « Le conflit en cours aura probablement un impact limité à la hausse sur les prix du gaz à court terme, qui reflète une prime de risque géopolitique déjà manifestée dans les prix du pétrole. Il demeure néanmoins un risque d’escalade vers un conflit plus large qui pourrait entraîner une hausse à court terme des prix de l’énergie », relève Aditya Saraswat, vice-président de la recherche upstream (en amont) au Moyen-Orient chez Rystad Energy.

La clé iranienne

Sur le marché du pétrole, la tendance a en effet été la même, avec une envolée des prix le 9 octobre dernier, puis une stabilisation, depuis, autour de 90 dollars le baril de Brent. Les marchés ont intégré une prime de risque liée au conflit, mais ils restent dans l’attente de futurs développements. Rien de comparable, en tout cas, au choc pétrolier qui suivit la guerre du Kippour. Le danger principal : une extension du conflit. Ces derniers mois, les sanctions américaines envers l’Iran s’étaient quelque peu relâchées, permettant à Téhéran d’écouler son pétrole sur les marchés mondiaux. Les exportations iraniennes de pétrole étaient cet été à leur plus haut niveau depuis 2018. Si le rôle du gouvernement iranien dans l’attaque du Hamas était établi, cela pourrait effacer une partie de cette offre sur les marchés. De manière indirecte, puisque la Chine est de loin le principal client de l’Iran, et devrait donc, dans ce cas, s’approvisionner ailleurs. Ce scénario ne provoque toutefois aucune panique sur les marchés : l’Arabie saoudite ayant fortement freiné sa production ces derniers mois, elle a en réserve au moins deux millions de barils par jour, qu’elle peut facilement remettre sur le marché, surtout s’il s’agit de court-circuiter son ennemi iranien. L’hypothèse de représailles iraniennes pla-

cerait toutefois les conséquences à un autre niveau. L’Iran contrôle, avec Oman, le détroit d’Ormuz, par lequel transite, tous les jours, près d’un cinquième de la consommation mondiale de pétrole (depuis l’Iran, l’Irak, l’Arabie saoudite, les Emirats arabes unis...) et un quart du GNL (depuis le Qatar). C’est là que des pétroliers avaient été attaqués en 2019 et qu’un drone iranien avait été abattu, car il s’était approché trop près d’un navire américain.

La fin d’un avenir commun ?

« Tant que l’Iran reste en dehors du conflit avec Israël et qu’il n’y a pas d’escalade régionale, un blocus iranien du détroit d’Ormuz est peu probable, compte tenu de la présence militaire américaine. Mais, en raison de l’incertitude géopolitique générale et de la possibilité d’escarmouches militaires entre l’Iran et l’Arabie saoudite, les prix du Brent grimperaient probablement vers 120 dollars le baril jusqu’à ce que la situation se normalise », analyse dans une note Edoardo Campanella, d’UniCredit. En fait, les principales conséquences du conflit concernent pour l’instant la région en elle-même et ses rêves de richesse. La stabilité du Proche-Orient était étroitement liée aux questions énergétiques, comme le montre l’accord historique signé entre Israël et le Liban, il y a un an, sur leur frontière maritime, qui garantissait à chacun l’exploitation de gisements de gaz offshore. « Ce projet de faire de la Méditerranée orientale un centre d’exportation de gaz connectait plusieurs Etats, avec des infrastructures reliant l’Egypte, Israël, le Liban, la Jordanie, Chypre... Ces projets risquent d’être gelés pour un certain temps », explique David Amsellem. Sans ce qui matérialisait un avenir commun, le Proche-Orient pourrait entrer dans un nouveau cycle autodestructeur. Et, comme les tensions sur le marché du gaz devraient décliner fortement à partir de 2026, avec les nouveaux projets d’exploitation aux Etats-Unis et au Qatar, et la baisse de la demande, la région a peut-être laissé passer une chance unique.

Source : Les Echos

EN CHIFFRES

La guerre contre Gaza cause d'énormes pertes économiques l'entité sioniste

Il semble que l'économie de bien-être que l'entité sioniste a promue au cours des dernières décennies pourrait appartenir au passé, car les chiffres montrent que le pays a subi d'importantes pertes économiques en raison de la guerre qu'il mène dans la bande de Gaza. du marché boursier à l'immobilier et aux banques, en plus du déclin de la monnaie shekel. Bien que le Premier ministre de l'occupant ait annoncé que la situation économique était sous contrôle, son ministre des Finances a critiqué dans un enregistrement audio ce qu'il a qualifié d'obstacles bureaucratiques et judiciaires au financement de la guerre. L'enregistrement, publié par un site Internet israélien, a été divulgué lors d'une réunion à huis clos concernant l'argent dépensé pendant la guerre à Gaza. Les chiffres indiquent que le déficit budgétaire d'Israël a bondi en octobre dernier d'environ 400 % sur une base mensuelle, dans un contexte d'augmentation des dépenses de guerre à Gaza. Le ministère des Finances a confirmé que le déficit financier du mois dernier s'élevait à 6 milliards de dollars, contre 1,2 milliard de dollars en septembre dernier, et a attribué cela à l'augmentation des dépenses destinées à financer la guerre dans la bande de Gaza. De plus, le même ministère n'a pas inclus tous les principaux postes de dépenses du gouvernement ; Comme le paiement des salaires des réservistes de l'armée et l'hébergement de 90 000 personnes évacuées vers des hôtels, dans les limites du budget, selon ce que rapporte le journal "Globus", spécialisé dans l'économie israélienne. Dans le même contexte, la Banque centrale de cette entité a évoqué plus tôt une diminution des réserves de change de 7,3 milliards de dollars au cours du mois dernier. Les données publiées par Bloomberg ont également montré que l'entité sioniste a émis des obligations et des titres de créance pour une valeur totale de 3,7 milliards de dollars depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza.

SOMMET SAOUDO-AFRICAIN À RIYAD
L'Arabie Saoudite lance une initiative d'une valeur de plus d'un milliard de dollars

"Le Royaume d'Arabie saoudite et les pays africains souhaitent renforcer leur coopération de manière à contribuer à l'établissement de la sécurité et de la paix dans la région et dans le monde entier", a déclaré le prince héritier MBS à l'ouverture du Sommet.

« Nous condamnons l'agression militaire observée dans la bande de Gaza, le ciblage des civils et la violation continue du droit international humanitaire par l'autorité d'occupation israélienne. Nous soulignons la nécessité de mettre fin à cette guerre et aux déplacements forcés, ainsi que de créer les conditions nécessaires au retour de la stabilité et à l'instauration de la paix », a-t-il insisté. « Le Royaume et les pays africains soutiennent tous les efforts visant à assurer la sécurité et la stabilité. À cet égard, nous saluons la reprise des pourparlers de Djeddah, avec les représentants des deux parties à la crise au Soudan, et espérons que le langage du dialogue servira de base à la préservation de l'unité du Soudan et de la sécurité de son peuple et actifs », a-t-il ajouté. « L'Arabie saoudite a fourni plus de 45 milliards de dollars pour soutenir des projets de développement et humanitaires dans 54 pays africains. L'aide du Centre d'aide humanitaire et de secours Roi Salmane (KSrelief) a atteint plus de 450 millions de dollars dans 46 pays africains. Nous sommes déterminés à développer la coopération et le partenariat avec les pays africains et à élargir les domaines du commerce et de l'intégration »,



a-t-il souligné. « À cet égard, nous sommes heureux d'annoncer le lancement de l'Initiative de développement du Serviteur des Deux Saintes Mosquées en Afrique en inaugurant des projets et des programmes de développement d'une valeur de plus d'un milliard de dollars dans les pays du Continent sur une période de dix ans. Nous sommes également impatients de réaliser de nouveaux investissements saoudiens, d'une valeur de plus de 25 milliards de dollars, dans divers secteurs, de financer 10 milliards de dollars d'exportations et de fournir 5 milliards de dollars de financement supplémentaire pour le

développement de l'Afrique jusqu'en 2030 », a révélé le prince héritier. En outre, il a indiqué que le Royaume porterait le nombre d'ambassades en Afrique à plus de 40. En reconnaissance du rôle de l'Afrique, le Royaume d'Arabie saoudite a été parmi les premiers pays à soutenir publiquement la candidature de l'Union africaine à l'adhésion permanente au Groupe des Vingt (G20), a-t-il fait remarquer. « Le Royaume est désireux de soutenir des solutions innovantes pour lutter contre la dette africaine, comme il a cherché, lors de sa présidence du G20 en 2020, à

lancer des initiatives visant à suspendre les paiements du service de la dette pendant la pandémie pour les pays à faible revenu, et l'initiative du Cadre commun pour le traitement de la dette. chez de nombreux Africains », a-t-il poursuivi. « L'Arabie saoudite soutient le développement durable et reconnaît le droit de chaque pays d'utiliser ses ressources et ses capacités. Nous réaffirmons notre engagement à garantir la sécurité et la durabilité des approvisionnements énergétiques, à bénéficier de toutes les sources d'énergie, à développer des solutions de carburants propres et à fournir de la nourriture à plus de 750 millions d'Africains », a-t-il ajouté. « Notre objectif est d'accueillir l'Expo 2030 à Riyad, de présenter une version sans précédent dans l'histoire de cette exposition qui pourrait contribuer à projeter un avenir meilleur pour l'humanité. Nous attendons avec impatience votre participation pour mettre en évidence le rôle important de l'Afrique, ses ressources humaines et naturelles, ses opportunités de croissance et son potentiel futur », a-t-il déclaré.

POUR RÔLE DE MÉDIATEUR POUR METTRE FIN AUX CONFLITS

Le Qatar s'ouvre de nouvelles opportunités commerciales

Un rapport du Wall Street Journal estime que le rôle croissant du Qatar en tant que médiateur dans les conflits internationaux lui a ouvert des opportunités commerciales. Le rapport met l'accent sur le rôle joué récemment par le Qatar dans la médiation entre les États-Unis et le Venezuela, qui a conduit Washington à geler les sanctions économiques imposées à Caracas. Pendant plus d'un an, Doha a accueilli des pourparlers entre de hauts responsables américains et vénézuéliens qui ont abouti le mois dernier à l'assouplissement des sanctions américaines imposées à ce pays latin depuis des années. Le journal a déclaré que la médiation avait aidé une société privée qatarie à conclure un premier accord pour redémarrer une raffinerie de pétrole dans la mer des Caraïbes pour traiter le pétrole

vénézuélien. Il convient de noter que Washington a annoncé le mois dernier l'assouplissement des sanctions imposées au Venezuela, en réponse à l'accord du gouvernement et de l'opposition de ce pays pour la tenue d'élections présidentielles en 2024. Le secrétaire adjoint au Trésor américain, Brian Nelson, a déclaré dans une déclaration précédente que, conformément à la politique de sanctions américaines et en réponse à ces évolutions démocratiques, le département du Trésor avait autorisé les transactions liées au secteur gazier et pétrolier vénézuélien, ainsi qu'au secteur aurifère. Le journal a rapporté que quelques jours après la conclusion de l'accord, une compagnie pétrolière privée qatarie appartenant à Ghanem bin Saad and Sons Group a signé un accord initial pour redémarrer la raffinerie de pétrole et la station sur

l'île néerlandaise de Curaçao dans la mer des Caraïbes, à seulement 64 kilomètres de la côte du Venezuela. L'industrie pétrolière nationale du Venezuela, qui possède d'énormes réserves de pétrole et de gaz, offre d'excellentes opportunités d'investissement qui attirent les grandes sociétés énergétiques internationales. L'État du Golfe entretient déjà des relations commerciales avec des pays producteurs de pétrole et de gaz d'Amérique latine, comme le Mexique, le Brésil et l'Argentine, qui soutiennent l'économie qatarienne. Oryx, propriété du groupe Ghanem Bin Saad & Sons, basé à Doha, explore des destinations régionales moins visitées, en ciblant les actifs énergétiques en difficulté financière.

APRÈS LE PREMIER MOIS D'AGRESSION SIONISTE

La pauvreté augmente de 34 % en Palestine

Les Nations Unies ont prévenu que le taux de pauvreté en Palestine augmenterait de 34 % et qu'un demi-million de personnes supplémentaires souffriraient si l'agression israélienne sur la bande de Gaza se poursuivait pendant un deuxième mois. Cela est conforme aux estimations préliminaires du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), selon lesquelles le produit intérieur brut de la Palestine chuterait à un taux de 8,4 %, ce qui représente une perte de 1,7 \$. milliard. Dans une étude d'évaluation rapide sous le titre « Guerre de Gaza : impacts sociaux et économiques attendus sur l'État de Palestine », les auteurs estiment que la pauvreté a augmenté de 20 % en un

mois suite à la guerre. Elle a ajouté que le produit intérieur brut a chuté de 4,2% au cours du premier mois. L'étude indique également que l'Organisation internationale du travail estime que 390 000 emplois ont été perdus jusqu'à présent. Selon les prévisions de l'étude, si la guerre se poursuit pendant un troisième mois, le taux de pauvreté augmentera d'environ 45%, ce qui entraînera une augmentation du nombre de personnes pauvres de plus de 660 000, tandis que la baisse du produit intérieur brut atteindra 12,2%, enregistrant des pertes totales s'élevant à 2,5 milliards de dollars. L'étude met en garde contre le déclin significatif de l'indice de développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement pour mesurer le bien-être, qui estime que le

développement diminuera dans l'État de Palestine d'ici 11 à 16 ans, et à Gaza à 19 ans, selon la gravité du conflit. Elle a souligné qu'à la lumière de la destruction massive de maisons démolies ou endommagées, le ralentissement économique devrait aggraver encore plus la situation humanitaire catastrophique et rendre les perspectives de redressement plus difficiles et plus lentes. À son tour, le directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, Achim Steiner, a déclaré : « Les pertes de vies humaines, les souffrances humaines et la destruction sans précédent dans la bande de Gaza sont toutes inacceptables. » Il a ajouté : « Cette étude nous prévient que les effets de cette guerre seront à long terme et ne se limiteront pas à la seule bande de Gaza. »

ALORS QUE L'AUTOROUTE ABIDJAN-LAGOS OBTIENT UN FINANCEMENT DE 43 MILLIONS DE DOLLARS

Le patron de la BAD veut une Afrique plus connectée

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Dr Akinwumi Adesina, a chargé les différents blocs du continent de travailler ensemble pour une plus grande intégration du marché, affirmant qu'une Afrique intégrée « une Afrique bien connectée sera une Afrique plus compétitive ».

S'exprimant lors d'une session sur le développement du corridor régional lors des journées de marché 2023 du Forum sur l'investissement en Afrique (AIF), le patron de la BAD a également souligné les efforts déployés par la banque régionale pour développer les infrastructures critiques nécessaires pour relier le marché continental. Il a noté qu'une Afrique connectée est nécessaire pour réaliser un bond en avant dans le commerce continental et réaliser le mandat de l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf). Le président avait déclaré plus tôt qu'avec la population africaine qui devrait atteindre 2,5 milliards en 2050, le marché recèle d'énormes perspectives pour l'économie mondiale, même s'il a exhorté les investisseurs à saisir l'occasion pour obtenir des rendements élevés sur les capitaux propres. La ZLECAf, lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle, offrira d'incroyables opportunités pour stimuler le commerce intra-régio-

nal et l'émergence de chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales plus compétitives, a-t-il déclaré. « Cela ne peut être réalisé que grâce au développement des infrastructures. C'est pourquoi, au cours des sept dernières années, la BAD a consacré plus de 44 milliards de dollars au développement des infrastructures. Nous avons également consacré 2,5 milliards de dollars au développement des infrastructures régionales.

Desert to Power

« Le soutien de la banque à l'intégration régionale vise à catalyser les investissements publics et privés dans les transports et les connexions électriques. Nous finançons le développement de corridors électriques régionaux, afin de garantir une électricité fiable et à des prix compétitifs. La BAD et ses partenaires mettent en œuvre l'initiative Desert to Power, d'un montant de 20 milliards de dollars, pour développer 10 gigawatts

(GW) d'énergie solaire dans 11 pays de la zone du Sahel, y compris les lignes de transport régionales du Sahel », a-t-il déclaré. Adesina a déclaré que la banque s'engage à financer des projets d'infrastructures régionales à hauteur de 90 pour cent afin d'ouvrir le continent et d'accroître sa compétitivité. Selon lui, il est nécessaire de soutenir le développement de corridors de transport régionaux pour accélérer l'intégration des économies africaines, réduire les coûts de transport, relier les pays enclavés aux pays côtiers et améliorer le commerce régional. "En 2022, la BAD avait financé 25 corridors de transport, construit plus de 18 000 kilomètres de routes, 27 postes frontières et 16 ponts, pour un montant total de 13,5 milliards de dollars", a-t-il déclaré. Afin de consolider le soutien aux infrastructures régionales, a déclaré le président de la BAD, une salle de conférence sera consacrée aux corridors régionaux lors des

prochains jours de marché de l'AIF. Cela devrait mobiliser des financements privés pour accroître l'attention que la banque a accordée aux projets dans les cinq blocs régionaux. Lors des Journées de marché de l'AIF de l'année dernière, l'autoroute Lagos-Abidjan, qui relie le Nigeria, le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire, a obtenu un intérêt d'investissement de 15,2 milliards de dollars auprès de plusieurs financiers et investisseurs. Lors de la session sur les corridors régionaux, le commissaire chargé des infrastructures, de l'énergie et de la numérisation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Sédiko Douka, a déclaré qu'un total de 43 millions de dollars avait été mobilisé pour les travaux préparatoires de cet important projet dont l'étude de faisabilité est achevée. Le montant, a-t-il déclaré, a été mis en commun par la AfBD et d'autres partenaires du projet.

MALGRÉ LES CRITIQUES

Le président kenyan défend les mesures économiques

Le président kenyan William Ruto a défendu sa volonté de réduire la dette publique « inutile » malgré la colère généralisée face à la suppression des subventions et à une série de nouvelles taxes. Son discours sur l'état de la nation est intervenu un jour après que le ministre des Finances, Njuguna Ndung'u, a reconnu que le pays se trouvait dans une « situation financière difficile ». La puissance économique de l'Afrique de l'Est est confrontée à une multitude de défis, notamment des réserves publiques épuisées, une inflation qui monte en flèche et une monnaie en chute libre qui a fait monter en flèche les coûts de remboursement de la dette. La nation de quelque 53 millions d'habitants avait accumulé plus de 10 100 milliards de shillings (66 milliards de dollars) de dette fin juin, selon les chiffres du Trésor, ce qui équivaut à environ les deux tiers du produit intérieur brut. "Nous devons admettre qu'en tant que pays, nous avons vécu en grand et bien au-dessus de nos moyens", a déclaré Ruto dans son

premier discours sur l'état de la nation devant le Parlement depuis son arrivée au pouvoir l'année dernière. « Le temps est donc venu de supprimer les faux confort et les avantages illusoire des dépenses inutiles », a-t-il ajouté. Après son élection en août 2022, Ruto a introduit une série de nouveaux impôts et augmenté les prélèvements contrairement aux promesses électorales. Il a également réduit les subventions alimentaires et pétrolières introduites par son prédécesseur et ancien patron Uhuru Kenyatta, affirmant qu'il préférerait subventionner la production plutôt que la consommation. "Une nouvelle direction n'est peut-être pas facile, mais elle est éthique, responsable, prudente et surtout nécessaire", a déclaré Ruto. "Nous avons dû prendre des décisions difficiles et faire des choix douloureux parce que nous devons au peuple kenyan de faire ce qu'il faut et de confronter les faits tels qu'ils sont, sans broncher ni équivoque", a-t-il ajouté.

Mais l'inflation globale est restée obstinément élevée, à un taux annuel de 6,9 % en octobre, tandis que les prix des produits alimentaires et du carburant ont continué de grimper. Le coût du service de la dette publique, principalement envers la Chine, a grimpé en flèche alors que la monnaie du Kenya s'est effondrée jusqu'à un niveau record de 151 shillings pour un dollar américain, et que le gouvernement doit également rembourser 2 milliards de dollars d'euro-obligations en juin de l'année prochaine. Ruto a déclaré que le Kenya paierait le mois prochain la première tranche de remboursement de l'eurobond d'une valeur de 300 millions de dollars, ajoutant que la dette publique était « devenue une source de grande inquiétude pour les citoyens ». En juillet, l'agence mondiale de notation de crédit Fitch Ratings a abaissé la capacité du Kenya à rembourser les prêteurs internationaux de « stable à négative », invoquant les hausses d'impôts et les troubles sociaux.

L'AVENIR DE L'AGOA :

Défis et alternatives prometteuses

À l'approche de l'expiration des accords de l'AGOA, les pays africains réclament une prolongation de 10 ans, dans un contexte de changement de la dynamique commerciale et de l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Afrique. Alors que les accords sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique expirent en septembre 2025, les pays africains plaident en faveur d'une prolongation de dix ans, soulignant le rôle de l'AGOA dans la fourniture d'un libre accès au marché américain. Les récentes exclusions soulèvent des questions quant à son impact futur. Les détails dans un instant.

Niamey inaugure l'oléoduc Niger-Bénin

Niamey inaugure un oléoduc remarquable qui ouvre la voie à une nouvelle ère de prospérité et de progrès. Ce gazoduc relie le Niger au port dynamique de Sèmè au Bénin, marquant une étape importante après quatre années de dévouement et d'investissement de taille. Le projet, lancé en 2019, est désormais prêt à être pleinement opérationnel. Voyez dans ce sujet..

La fracture numérique en Afrique - Défis et opportunités

La connectivité numérique reste un problème crucial en Afrique, où la moitié de la population n'est pas connectée. Comblé ce fossé d'ici à 2030 pourrait débloquent des opportunités économiques considérables, avec un impact sur le PIB et de nombreux secteurs d'activité. Le Ghana en récolte déjà les fruits, en mettant l'accent sur les mesures de cybersécurité pour le développement économique. Dans ce reportage, vous verrez quels sont les défis et les opportunités du paysage numérique à travers le continent.

Le Kenya remboursera par anticipation une partie de sa dette

La première économie d'Afrique de l'Est est appelée à rembourser ou à refinancer ses euro-obligations arrivant à échéance en juin 2024, à un moment où la hausse des taux d'intérêt a exclu l'écrasante majorité des pays africains des marchés financiers internationaux. Le président kényan, William Ruto a annoncé, jeudi 9 novembre, que son pays allait rembourser par anticipation une partie de son eurobond de 2 milliards de dollars, qui arrivera à échéance en juin 2024, après avoir obtenu des promesses de financement de la part de plusieurs bailleurs de fonds. « Les autorités effectueront un paiement de 300 millions de dollars le mois prochain pour rembourser la dette qui arrivera à échéance en juin », a-t-il déclaré dans un discours prononcé à Nairobi. M. Ruto a également indiqué que cette décision a été prise après l'obtention de promesses de financements auprès

de plusieurs institutions financières multilatérales et de prêts syndiqués de la part d'autres bailleurs de fonds. « Nous avons travaillé dur dans notre pays et à l'étranger pour mobiliser une large coalition de partenaires de développement bilatéraux, de banques multilatérales et d'autres agences qui se sont mobilisées pour sortir notre pays du gouffre du surendettement », a-t-il indiqué. Et d'ajouter : « Je peux maintenant confirmer en toute confiance que nous paierons la dette qui est devenue une source d'inquiétude pour les citoyens, les marchés et nos partenaires ». Un conseiller économique du président kényan avait annoncé, mardi 7 novembre, que le Fonds monétaire international (FMI) a accepté d'augmenter le montant de son programme d'aide au Kenya de 650 millions de dollars. Le gouverneur de la Banque centrale, Kamau Thugge, avait de son côté annoncé, à mi-octobre, que Nairobi a en-

tamé des négociations avec la Trade & Development Bank et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) pour contracter des prêts d'un montant allant de 500 millions à un milliard de dollars, en vue de racheter jusqu'à un quart de son eurobond de 2 milliards de dollars. L'approche du Kenya, en matière de remboursement de son eurobond de 2 milliards de dollars arrivant à échéance en juin 2024, est suivie de près par les investisseurs étrangers, dans un contexte marqué par la hausse du service de la dette du pays, la dépréciation de sa monnaie nationale par rapport au dollar américain et de la montée des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, qui a exclu la plupart des pays africains des marchés internationaux de la dette. Selon le Trésor national, la dette publique du Kenya représentait 64,4 % du produit intérieur brut du pays en juin 2023.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge, inquiétudes sur les taux et l'inflation

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, tandis que Wall Street tentait un rebond à mi-séance après avoir fini la veille dans le rouge en réaction aux propos jugés restrictifs de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed).

À Paris, le CAC 40 a fini en repli de 0,96% à 7.045,04 points. Le Footsie britannique a abandonné 1,28% et le Dax allemand a cédé 0,77%. L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 0,75% et le FTSEurofirst 300 de 0,95%. Le Stoxx 600, qui a touché jeudi un sommet de trois semaines, a fléchi de 1%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC a abandonné 0,03% et le Stoxx 600 0,21%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,53%, le Standard & Poor's 500 de 0,82% et le Nasdaq de 1,26% après une baisse de 0,65% à près de 1% jeudi. Alors qu'à Wall Street, les investisseurs semblent avoir digéré les propos de Jerome Powell, qui a déclaré jeudi soir que les responsables de la Fed "n'étaient pas convaincus" que les taux d'intérêt soient assez élevés pour lutter contre l'inflation, en Europe, la tendance a fini sur une note négative au lendemain d'une séance positive. L'humeur des marchés dans le monde a été globalement sombre vendredi, l'indice MSCI monde étant tombé à un plus bas d'une semaine, à 659,86 points, et s'acheminant vers une quatrième session d'affilée dans le rouge.

Les propos vendredi de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), selon lesquels l'inflation en

zone euro pourrait repartir à la hausse dans les mois à venir, ont un peu plus plombé les marchés en Europe.

Les investisseurs continuent cependant de penser que les taux des grandes banques centrales vont baisser l'an prochain au regard des enquêtes publiées cette semaine et attendent particulièrement les données macroéconomiques qui seront publiés la semaine prochaine, notamment l'inflation et la statistique des ventes au détail aux Etats-Unis.

Valeurs en Europe

Parmi les grands secteurs de la cote européenne, le luxe (-2,67%) a particulièrement souffert après les résultats et prévisions de Richemont (-5,2%), qui a entraîné dans sa chute LVMH (-3,82%), Kering (-3,33%) et Hermès (-1,55%).

Scor a plongé de 3,49% après un résultat trimestriel inférieur aux attentes, tandis que la hausse du chiffre d'affaires trimestriel de JCDeaux a en revanche été saluée.

A Londres Diageo a dévissé de 12,17% après un avertissement sur sa croissance organique.

Les indicateurs du jour

L'économie britannique a stagné entre juillet et septembre, selon les chiffres publiés

par l'Office national de la statistique (ONS). Le moral des ménages américains s'est dégradé depuis le début du mois de novembre, à 60,4 points, par rapport à octobre, selon l'enquête préliminaire de l'Université du Michigan.

L'indice dollar, mesurant les fluctuations du billet face à un panier de devises de référence, est stable (+0,05%) vendredi. Face à la monnaie japonaise, il s'achemine vers sa meilleure performance hebdomadaire depuis trois mois et a touché en séance un pic de près d'un an, à 151,43 yens. L'euro se traite en hausse de 0,08% à 1,0674 dollar et la livre sterling en repli de 0,1% à 1,2209 dollar.

Du côté des cryptomonnaies,

le bitcoin gagne 2,02% à 37.435 dollars sur fond de spéculations sur l'approbation imminente de l'"ETF spot Bitcoin" de Black-Rock.

Le rendement du Bund allemand à dix ans a fini sur un gain de plus de cinq points de base, à 2,718% plusieurs responsables de la BCE ayant rejeté la perspective d'une baisse prochaine des taux d'intérêt.

Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans qui a grimpé jeudi de plus de 12 points de base, recule vendredi d'environ un point, à 4,6142%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Novembre 2023				
Valeur : 13 Novembre 2023				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
1	EUR	EURO		
1	GBP	POUND STERLING		
100	JPY	JAPANESE YEN		
1	CNY	CHINESE YUAN		
1	CHF	SWISS FRANC		
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
1	DKK	DANISH KRONE		
1	SEK	SWEDISH KRONA		
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
1	AED	UAE DIRHAM		
1	SAR	SAUDI RIYAL		
1	KWD	KUWAITI DINAR		
1	TND	TUNISIAN DINAR		
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
1	LYD	LIBYAN DINAR		
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

La Bourse de Paris abandonne tous ses gains de la semaine

La Bourse de Paris a clôturé en baisse, de 0,96% vendredi, quasi stable sur la semaine, douchée par le discours du président de la Banque centrale américaine (Fed), qui n'a pas exclu une nouvelle hausse des taux directeurs. L'indice vedette CAC 40 a perdu 68,62 points après la clôture, à 7.045,04 points. La baisse vient stabiliser le CAC 40 sur l'ensemble de la semaine (-0,03%), après deux jours consécutifs de hausse. «Les investisseurs ont été pris de court par le discours de Jerome Powell, président de la Fed», explique Lucas Excoffier, en charge du courtage

continental chez Oddo BHF. «Nous n'hésiterons pas» à relever encore les taux directeurs «si nécessaire» face à la forte inflation, a en effet averti Jerome Powell jeudi. «Une douche froide» pour les investisseurs, dont les «inquiétudes» sont ravivées selon Lucas Excoffier, après une semaine d'optimisme les laissant même espérer une éventuelle baisse des taux directeurs dans les prochains mois de part et d'autre de l'Atlantique. Un vent de pessimisme renforcé par les déclarations de Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), laquelle a pré-

PORTÉE PAR LA TECH
Wall Street finit en nette hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, portée par les valeurs technologiques et de croissance grâce à la détente des rendements obligataires, avant une nouvelle semaine riche en indicateurs. L'indice Dow Jones a gagné 391,16 points (+1,15%) à 34.283,1 points. Le S&P-500, plus large, affiche sa plus forte hausse en clôture depuis le 19 septembre. Il a pris 67,89 points, soit 1,56%, à 4.415,24 points. Le Nasdaq Composite a enregistré une hausse de 276,66 points (+2,05%), sa plus forte hausse en pourcentage depuis le 26 mai, à 13.798,11 points.

Douchée la veille par les propos du président de la Réserve fédérale Jerome Powell, "pas convaincu" que les taux d'intérêt soient assez élevés pour lutter contre l'inflation, Wall Street a retrouvé des couleurs en attendant les chiffres des prix à la consommation aux Etats-Unis la semaine prochaine, ainsi que les prix à la production et les

ventes au détail qui permettront aux investisseurs d'ajuster leurs anticipations sur la trajectoire des taux. "En général, les investisseurs s'attendent à ce que les chiffres de l'inflation soient positifs pour le marché et je pense qu'ils veulent avoir un peu d'avance là-dessus", déclare Rick Meckler, de Cherry Lane Investments, dans le New Jersey. Les valeurs technologiques ont affiché les plus fortes hausses, de Nvidia (+3% environ) à Microsoft (+2,5%). L'indice sectoriel a gagné 2,6%. "Les gens recherchent les megacap de la tech en se disant que dans un environnement de taux élevés et d'une économie qui ralentit, ces sociétés restent le meilleur choix et sont prêts à payer une prime pour cela", ajoute Rick Meckler. Aux valeurs, la société de tests génétiques Illumina a chuté de 8% après avoir revu à la baisse ses objectifs annuels pour le deuxième trimestre consécutif.

LA FED FAIT TANGUER LES MARCHÉS

Le CAC 40 retourne à la case départ sur la semaine

La Bourse de Paris termine la semaine en nette baisse, cueillie à froid par le discours offensif de Jerome Powell qui n'exclut pas de nouvelles hausses des taux directeurs pour lutter contre l'inflation. Le CAC 40 perd près de 1% vendredi soir, effaçant l'intégralité de son avance sur la semaine.

Rude fin de semaine à la Bourse de Paris. Le CAC 40 termine en baisse de 0,96% à 7.045,04 points, après avoir menacé les 7.000 points vers 16h30. En rythme hebdomadaire, c'est donc un retour à la case départ pour l'indice parisien qui revient à deux points près de son niveau de vendredi dernier (-0,03%).

Après avoir enchaîné deux séances de hausses mercredi (+0,7%) et jeudi (+1,1%), l'ambiance a radicalement changé. La place parisienne a été cueillie à froid après la prise de parole du président de la Réserve fédérale américaine, jeudi soir. Jerome Powell a mis un terme aux tergiversations sur les taux dits "terminaux", à savoir l'atteinte d'ores et déjà, ou non, d'un pic sur les Fed Funds. Le président de la Fed a précisé que ses membres n'était pas convaincus que les taux directeurs soient assez hauts pour lutter contre l'inflation.

CHANGEMENT DE PERSPECTIVE DE MOODY'S

Perspectives de crédit « négatives » aux USA

Moody's a réaffirmé la notation de crédit des États-Unis au niveau AAA le plus élevé, mais a exprimé ses inquiétudes quant à la trajectoire budgétaire du pays dans un contexte de dysfonctionnement du Congrès.

La perspective de la notation de crédit des États-Unis a été modifiée de « stable » à « négative » par la société de notation Moody's, qui a souligné la détérioration de la situation budgétaire du pays et la polarisation politique comme des préoccupations à long terme pour l'économie américaine. Ce changement n'équivaut pas à une dégradation de la note de crédit américaine, que Moody's a maintenue au niveau AAA le plus élevé. Mais c'est un autre point noir pour l'économie et souligne la menace posée par la hausse des taux d'intérêt, le fardeau croissant de la dette et un Congrès polarisé incapable de s'entendre sur les moyens de réduire le déficit budgétaire américain. En août, Fitch a abaissé ses taux d'intérêt aux États-Unis. Notation à long terme à AA+ par rapport à sa note maximale AAA. Cette dégradation, deux mois après que les États-Unis ont évité de peu le défaut de paiement de leur dette, était la deuxième dans l'histoire des États-Unis. Bien que la décision de Moody's

ne constitue pas un déclassement, elle pourrait poser un problème politique au président Biden, qui a été attaqué par les républicains pour sa gestion de l'économie, y compris le déficit budgétaire américain. Les Républicains ont fait pression pour de sévères réductions des dépenses afin de réduire l'écart entre ce que l'Amérique dépense et ce qu'elle gagne en recettes fiscales. M. Biden a proposé de réduire les déficits futurs en développant l'économie et en augmentant les impôts des hauts revenus et des entreprises. Le gouvernement fédéral risque une fermeture la semaine prochaine si les républicains et les démocrates du Congrès ne parviennent pas à s'entendre sur un plan de dépenses. Moody's a laissé entendre vendredi qu'elle ne voyait pas de moyen immédiat pour les États-Unis de résoudre leur situation budgétaire difficile. "Dans le contexte de taux d'intérêt plus élevés, sans mesures de politique budgétaire efficaces pour réduire les dépenses pu-

bliques ou augmenter les recettes, Moody's s'attend à ce que les déficits budgétaires des États-Unis restent très importants, affaiblissant considérablement l'accessibilité de la dette", a déclaré Moody's dans un communiqué. « La polarisation politique continue aux États-Unis. Le Congrès soulève le risque que les gouvernements qui réussissent ne soient pas en mesure de parvenir à un consensus sur un plan budgétaire visant à ralentir le déclin de l'accessibilité de la dette. » Moody's a déclaré qu'elle avait refusé de dégrader la note en raison de la « formidable solidité du crédit » des États-Unis, soulignant la résilience de l'économie, la solidité des institutions économiques américaines et le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. L'annonce a été faite quelques heures après que la secrétaire au Trésor Janet L. Yellen ait conclu ses réunions avec son homologue chinois, le vice-Premier ministre He Lifeng, à San Francisco. Après les réunions, elle a déclaré qu'elle avait expliqué les efforts de ré-

duction du déficit de l'administration Biden aux responsables chinois, qui est l'un des plus grands créanciers des États-Unis. Les responsables du Trésor et de la Maison Blanche ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord avec le changement de perspective de Moody's et ont accusé les Républicains d'être à l'origine du dysfonctionnement. « La décision de Moody's de changer les États-Unis. "Ces perspectives sont encore une autre conséquence de l'extrémisme et du dysfonctionnement républicain du Congrès", a déclaré Karine Jean-Pierre, attachée de presse de la Maison Blanche, dans un communiqué. Wally Adeyemo, le secrétaire adjoint au Trésor, a défendu M. La gestion de l'économie par Biden et a déclaré que l'administration était attachée à la viabilité budgétaire. "L'économie américaine reste forte et les titres du Trésor constituent le principal actif sûr et liquide au monde", a déclaré M. Adeyemo a déclaré dans un communiqué.

POUR LEURS PREMIÈRES DISCUSSIONS EN UN AN

Rencontre Xi et Biden aux États-Unis la semaine prochaine

Le président américain Joe Biden et le président chinois Xi Jinping tiendront la semaine prochaine leur première réunion depuis près d'un an en marge du sommet de l'APEC à San Francisco, ont annoncé des responsables des super-puissances rivales. La réunion aura lieu mercredi et les deux dirigeants discuteront d'une série de questions bilatérales, régionales et mondiales ainsi que des moyens de "gérer de manière responsable la concurrence", a déclaré la secrétaire de presse de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre, dans un communiqué. Le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que Xi se rendrait à San Francisco du 14 au 17 novembre pour la « réunion des chefs d'État sino-américains », tout en confirmant pour la première

fois qu'il prévoyait d'assister à la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le sommet Xi-Biden fait suite à une série de réunions ces derniers mois entre des responsables de haut niveau à Pékin, Washington et ailleurs, mais ce sera la première rencontre des dirigeants depuis novembre 2022 à Bali. La réunion de mercredi visera à « stabiliser » les relations qui sont depuis plongées dans un profond gel, a déclaré un haut responsable américain, avertissant de ne pas s'attendre à des résultats majeurs. Biden et Xi discuteront également des crises mondiales urgentes telles que la guerre entre l'état colonisateur et le Hamas et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que des tensions autour de l'île sen-

sible de Taiwan, a déclaré le responsable, s'exprimant sous couvert d'anonymat. Alors que Biden, 80 ans, et Xi, 70 ans, participent tous deux au sommet de l'APEC à San Francisco, les responsables n'ont pas voulu dire si leur réunion aurait lieu dans la ville même. "Notre objectif sera d'essayer de prendre des mesures qui stabilisent effectivement les relations entre les Etats-Unis et la Chine, dissipent certaines zones de malentendu et ouvrent de nouvelles lignes de communication", a ajouté le responsable. "Nous sommes en concurrence avec la Chine, mais nous ne recherchons pas un conflit, une confrontation ou une nouvelle guerre froide. Nous sommes favorables à une gestion responsable de la concurrence."

IL LUI RESTE UNE SEMAINE POUR APPROUVER UN NOUVEAU BUDGET

Le gouvernement américain s'apprête à fermer à nouveau les institutions fédérales

Moins de deux mois après avoir évité une crise financière aux racines politiques, le Congrès américain, profondément divisé, se retrouve une fois de plus dans une course contre la montre, puisqu'il ne lui reste qu'une semaine pour approuver un nouveau budget et éviter la paralysie des départements fédéraux. Ni le Sénat, contrôlé par les démocrates, ni la Chambre des représentants, dirigée par les Républicains, n'ont adopté un projet de loi visant à prolonger le budget du gouvernement fédéral, qui expire samedi prochain à minuit. Si aucun accord n'est trouvé d'ici le 17 novembre, les moteurs de la plus grande économie du monde s'arrêteront. 1,5 million d'employés du gouvernement seront privés de leur salaire, la plupart des installations fédérales seront fermées, y compris les parcs nationaux, et certains secteurs, comme le secteur du transport aérien, pourraient être contraints de ralentir

leur travail. La plupart des démocrates et des républicains espèrent éviter ce résultat, connu sous le nom de « fermeture du gouvernement ». "Coopération bipartite" Les récentes négociations sur le budget fédéral américain, fin septembre, ont plongé le Congrès dans le chaos. Les alliés républicains de l'ancien président Donald Trump ont eu recours à l'éviction du président de la Chambre, Kevin McCarthy, qui les a mis en colère parce qu'il était parvenu à un accord avec le président démocrate Joe Biden sur le budget. Cela a paralysé la Chambre des représentants pendant près de trois semaines alors que les républicains tentaient d'élire un nouveau dirigeant, tandis que la guerre entre les sionistes et le Hamas et la guerre en Ukraine incitaient à une action rapide de la part du Congrès.

En fin de compte, le Parti républicain a choisi comme nouveau président de la Chambre Mike Johnson, inconnu du public américain et ayant une expérience limitée dans les postes de direction. Comme son prédécesseur, Johnson est confronté à une tâche délicate qui l'oblige à équilibrer les exigences d'un groupe restreint mais influent de républicains purs et durs exigeant un resserrement budgétaire strict, et des démocrates qui contrôlent le Sénat et la Maison Blanche. "La seule façon d'éviter une fermeture du gouvernement est la coopération bipartite, comme elle l'a été en septembre et le sera à l'avenir", a déclaré le chef de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer. Crise de la dette en juin Le représentant républicain d'extrême droite américain Matt Gaetz, qui a mené la cam-

pagne pour destituer McCarthy, a considéré l'accord conclu en septembre comme « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Les États-Unis ont connu la plus longue période de fermeture du gouvernement de leur histoire sous l'ère de l'ancien président républicain Donald Trump, qui a duré plusieurs semaines à partir de décembre 2018, coûtant au pays plus de 3 milliards de dollars de son PIB. En juin, les États-Unis se sont lancés dans une course contre la montre pour relever le plafond de la dette fédérale du pays, créant ainsi un risque de défaut sans précédent. Selon l'accord conclu entre le président du Parlement de l'époque, Kevin McCarthy, et la Maison Blanche, le plafond de la dette ne sera atteint qu'après les élections de novembre 2024.

FITCH RATINGS L'Italie reste à BBB

L'Italie a été confirmée deux points au-dessus de la catégorie indésirable par Fitch Ratings, donnant ainsi un nouvel élan à la Première ministre Giorgia Meloni dans un contexte de surveillance accrue des finances publiques. Le pays reste à BBB avec une perspective stable lors de la troisième approbation consécutive de l'orientation budgétaire du pays, après qu'un budget qui a avancé sur la voie de la consolidation de la dette aura pris plus de temps que prévu initialement.

CORÉE DU SUD Les fonds étrangers sont devenus acheteurs nets d'actions coréennes

Les investisseurs en Corée du Sud parient sur une amélioration des bénéfices et une reprise des ventes mondiales de semi-conducteurs pour stimuler les gains boursiers, alors qu'ils se concentrent sur les catalyseurs à long terme plutôt que sur l'interdiction surprise des ventes à découvert de ce mois-ci. Les fonds mondiaux ont recommencé à acheter des actions du pays après trois mois de ventes nettes, tandis que les exportations coréennes ont augmenté en octobre pour la première fois de l'année. La baisse du marché au cours de la période août-octobre constitue un bon point d'entrée étant donné que les bénéfices des puces devraient augmenter, selon Invesco Asset Management. La demande de semi-conducteurs et d'autres matériels technologiques atteindra un point d'inflexion l'année prochaine.

CONSEILS ET ASTUCES

Comment bien protéger son auto des maux de l'hiver ?

La période hivernale et l'automobile, surtout quand celle-ci prend de l'âge, ne font pas bon ménage. Basse température, humidité, gel, sel répandu sur la route, tous ces éléments sont néfastes pour votre auto.

La période estivale fait souvent craindre le pire aux automobilistes : climatisation qui tombe en panne, problème de refroidissement voire surchauffe du moteur. Ces peurs sont fondées, mais en réalité, c'est sans aucun doute la période hivernale que votre auto craint le plus. L'accumulation de l'humidité, des températures glaciales ou encore du gel ont des conséquences plus nombreuses et variées, encore plus redoutables. C'est pour éviter divers désagréments qu'il est conseillé de respecter certaines recommandations, souvent simples. Voici nos conseils et astuces.

L'indispensable éclairage

Les jours raccourcissent et le passage à l'heure d'hiver diminue davantage la période de luminosité pendant la journée. Résultat, l'éclairage est beaucoup plus sollicité. Si le réglage des phares nécessite un professionnel, le contrôle du reste des sources lumineuses peut se faire seul. L'arrière du véhicule placé proche d'un mur permet de rapidement observer si une ampoule est défectueuse. Bien sûr, ne pas oublier la boîte d'ampoules de remplacement dans la boîte à gants. Voir et être vu, c'est encore plus important en hiver !

Batterie et circuit de charge

Batterie et saison froide ne font pas bon ménage. Clairement, si elle se révèle faiblarde durant l'été, elle ne passera certainement pas l'hiver et un beau matin, votre auto refusera de démarrer. Vérifier son état de charge, mais aussi le circuit de charge (alternateur), est donc conseillé. Par ailleurs, si votre auto reste immobilisée pendant plusieurs semaines, il est préférable de la démonter et la stocker au chaud. L'autre solution est d'investir dans un appareil qui assure un maintien de la charge, si vous disposez d'une prise.

Recharger et utiliser sa climatisation

Oui, c'est contre-intuitif, mais la climatisation est aussi utile en hiver qu'en été. L'air qui sort des buses d'aération est plus sec grâce à la clim. Il en résulte une meilleure absorption de l'humidité et donc un désembuage plus rapide. Faire vérifier, voire recharger, son système en hiver n'a donc rien d'incohérent, au contraire.

Lubrifier les joints

Les températures basses et surtout la formation de gel sont néfastes pour les joints de portes. Ils se durcissent et peuvent devenir friables, voire se coller avec le gel, et à l'ouverture se fissurer. C'est comme ceci que l'intérieur de votre auto peut devenir humide, par manque d'étanchéité. La solution consiste simplement à les lubrifier avec des produits spécifiquement prévus (bombe de lubrifiant au silicone). Cependant, une recette de grand-mère, celle qui consiste à



utiliser de l'huile d'olive, est aussi d'une réelle efficacité. Étalez-en sur tous les joints une fine couche, et ils ne colleront pas.

Tester le dégivrage

Le dégivrage est un élément de sécurité essentiel. Rouler avec la lunette et les rétroviseurs totalement embués s'avère gênant et surtout dangereux. Néanmoins, il n'existe pas réellement de solution pour le tester avant que la buée ne fasse son apparition. Cependant, il est possible d'entendre un clic lors de son déclenchement, il s'agit du relais. Pour cela, il faut être dans un silence complet, sans ventilation, ni autoradio. En cas d'absence de clic, le fusible peut être hors service.

Utiliser des fluides antigels

Le liquide de refroidissement n'est pas composé que d'eau, il contient également de l'antigel, un élément indispensable. C'est pour cela qu'il faut uniquement mettre du liquide de refroidissement lorsque l'on fait les niveaux. En général, ce type de produit est prévu pour rester efficace contre le gel jusqu'à - 25°. Les conséquences sont moins graves pour le lave-glace, mais le conseil reste valable afin d'éviter le gel des conduites et des buses. Un produit antigel, en appoint de l'eau, suffit. Il se vend aussi en hiver des liquides lave-glace résistant à - 35°C. Le carburant peut aussi nécessiter son produit antigel, notamment le gasoil.

Un simple carton sur le pare-brise

Cette technique est on ne peut plus simple, mais reste toujours d'une grande efficacité. Il suffit de placer un carton sur son pare-brise

afin d'éviter que le gel ne s'y dépose. C'est facilement cinq bonnes minutes de gagnées le matin, et une corvée de moins à effectuer.

Ne surtout pas utiliser d'eau chaude

La "solution" qui consiste à verser de l'eau chaude sur un pare-brise gelé est clairement déconseillée. Le choc thermique risque de le fissurer si un impact est déjà présent. Il est préférable de vaporiser de l'eau salée ou d'appliquer un mélange composé d'un volume d'alcool à 90° pour deux volumes d'eau. Efficacité garantie.

Privilégier un réservoir plein

Ce conseil s'applique pour éviter que de l'eau se forme dans le réservoir, un élément que les moteurs, diesels notamment, détestent. En hiver, l'air est beaucoup plus chargé en humidité. Cet air pénètre naturellement au fur et à mesure que l'on consomme le carburant, afin de compléter le volume du réservoir devenu disponible. Le retour du carburant chaud du moteur vers le réservoir et/ou un bouchon de réservoir insuffisamment étanche accentuent le phénomène. C'est pour cela que plus le réservoir est plein, moins il y a d'air et donc d'humidité. En cas de doute, il existe un additif nommé dispersant d'eau qui élimine l'eau dans le carburant.

Respecter le temps de chauffe et le bon niveau (et grade) d'huile

Il s'agit là d'un conseil à respecter toute l'année, mais votre moteur n'apprécie guère les démarrages à des températures très basses. Les premières secondes étant les plus né-

fastes, la qualité et le niveau d'huile doivent être optimaux. C'est la durée de vie du moteur, mais aussi celle du turbo qui sont en jeu. Laisser son moteur tourner au ralenti pendant plusieurs minutes n'est pas nécessaire. Il est préférable de le faire chauffer en roulant, de façon douce et souple : accélérations à faible charge et un régime moteur sous les 2 500 tr/min pendant les 10 premières minutes.

Les rongeurs attaquent

Cela ne semble pas évident au premier abord, mais les rats peuvent faire de sacrés dégâts. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils recherchent la chaleur et que les constructeurs utilisent de plus en plus des biomatériaux. Il s'agit donc de l'endroit idéal pour aiguïser leurs dents et grignoter toutes sortes de choses : durites, gaines électriques, isolants, capitonnages. Le risque de panne n'est pas à prendre à la légère. Pour éviter ces désagréments, il existe des répulsifs spécifiques, mais il est aussi possible de prévenir ce phénomène en suivant quelques conseils. Tout d'abord, évitez de laisser traîner de la nourriture dans la voiture et éliminez les miettes, laissez le capot ouvert et si vous avez un chat, laissez-lui l'accès au garage.

Éviter le frein à main

Ce n'est pas un réflexe évident. Pourtant, cela évite que le système de freinage ne se bloque à cause de l'humidité et du gel. Il suffit alors de laisser une vitesse (première ou marche arrière) ou de laisser le levier sur « P » pour les boîtes automatiques.

Voici la toute nouvelle Suzuki Swift de 2024

Après un show-car très proche de la série, voilà déjà la Suzuki Swift de quatrième génération dans sa version définitive. Les amateurs de petites citadines au design rigolo risquent d'aimer. C'était l'une des stars du dernier salon de Tokyo 2023. Présentée par Suzuki dans une forme de show-car très proche du monde de la série, la toute nouvelle Swift dévoilait un design assez fort et une face avant très personnelle. Les amateurs de ce genre d'approche seront ravis de constater que la version de série définitive de l'auto ne bouge pas d'un iota. Elle conserve même des jantes d'un style identique à celles du show-car exposé au Japon il y a quelques jours ! La présentation intérieure, elle aussi extrêmement proche du véhicule montré sur le stand de



la marque dans la capitale, progresse logiquement par rapport à la Swift actuelle de troisième génération (ou la quatrième si on considère la première Swift commercialisée chez nous qui était une Cultus rebadgée). Notez qu'elle mesure

3,86 mètres de long, ce qui reste inférieur aux valeurs des citadines du segment B « à l'euro-péenne » comme la Renault Clio ou la Peugeot 208.

Sous le capot, son nouveau trois cylindres essence de 1,2 litre (nom de code « Z12E ») doté d'une hybridation légère (à la façon de la Swift actuelle et du reste de la gamme Suzuki). La mécanique qui se connecte à une transmission de type CVT, avec l'option des quatre roues motrices. Il s'agit pour l'instant de la version japonaise, dont la commercialisation débutera l'année prochaine dans son marché domestique. Mais elle se retrouvera très vite ensuite en Europe.

Le wifi est-il dangereux pour la santé ?

Avant que le wifi fasse partie de notre quotidien, les ondes électromagnétiques ont été considérées comme dangereuses pour la santé. L'installation des antennes pour réseau internet devait se faire dans des endroits isolés et éloignés des habitations car les gens craignaient l'exposition aux radiofréquences. Mais, qu'en est-il aujourd'hui ?

Dans les habitations, les restaurants, les locaux professionnels, les établissements scolaires... le wifi est aujourd'hui omniprésent. D'ailleurs, la première chose que la génération smartphone recherche en arrivant dans un lieu public, c'est le code wifi.

Cependant, face à cet engouement, des idéaux alarmistes surgissent de tout part pour mettre en garde contre la dangerosité du wifi pour le corps humain. Le wifi est soupçonné de provoquer des problèmes de santé, allant des risques de stérilité, jusqu'au dérèglement des fonctions cérébrales, en passant par la perturbation de la croissance des enfants..

Comprendre le fonctionnement du wifi

Le wifi (Wi-Fi), abréviation de « Wireless Fidelity », utilise des fréquences radio (radiofréquences) dans les bandes sont généralement comprises entre 2,4 GHz et 6 GHz. Ces fréquences sont converties en données internet par les appareils connectés comme les téléphones portables, les tablettes, les ordinateurs, les appareils électroménagers connectés, et autres équipements. Le wifi est un réseau non filaire de type WLAN et conforme à la norme 802.11 de l'IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers).

À la manière du transistor radio traditionnel, le réseau wifi s'appuie sur des points d'accès pour transmettre des informations par les airs via des ondes radio. Ces ondes sont des radiations électromagnétiques. La fréquence du champ électromagnétique est généralement de 2.4 GHz ou 5.8 GHz. Ces deux bandes de fréquence sont subdivisées en plusieurs canaux pour être partagées sur les différents appareils. C'est ce qui rend le wifi si pratique.

Le wifi émet des ondes non ionisantes : qu'est-ce que cela signifie ?

Les ondes électromagnétiques émises par le wifi sont de la même famille que celles émises par les téléphones mobiles et les fours à micro-ondes. Il s'agit d'ondes non ionisantes, c'est-à-dire des ondes ne transportant pas suffisamment d'énergie pour arracher des électrons aux atomes lorsqu'elles traversent la matière, contrairement aux ondes ionisantes, comme les rayons X employées en radiologie médicale.

À partir d'un certain niveau d'énergie, les ondes non ionisantes peuvent provoquer un effet thermique (c'est le cas du micro-ondes). Mais dans le cas des radiofréquences, le niveau de puissance de ces ondes est encadré par des normes strictes. Les appareils qui ne respectent pas les normes en vigueur sont interdits sur le marché, car ils pourraient avoir un effet thermique sur les tissus biologiques.

Les ondes du wifi représentent-elles un danger pour la santé ?

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) affirme que les champs électromagnétiques générés par le wifi se trouvent bien en dessous des valeurs limites recommandées. Selon le site radiofréquences.gouv.fr, la valeur limite du champ électromagnétique est réglementée à 61 volts par mètre (V/m). Cette valeur décroît ra-



pidement lorsque la distance à l'antenne augmente. Ce qui signifie que la contribution du réseau Wi-Fi utilisé dans les conditions nominales prescrites par le distributeur est très faible en termes d'exposition. L'exposition est donc, à priori, sans risque pour le corps humain.

Cependant, certaines études suggèrent que l'exposition prolongée à ces ondes peut avoir des effets plus ou moins modérés pour la santé. En effet, l'accumulation des appareils connectés aux ondes électromagnétiques peut augmenter leur intensité dans l'environnement. Cela peut impacter le corps humain à un niveau microscopique. Les principales préoccupations liées à la santé sont d'ordre neurologique. De plus, les ondes sont susceptibles de faire agiter les molécules d'eau dans le corps.

Les symptômes de l'électrosensibilité au wifi

La question de savoir si les ondes du wifi ont des effets ou non sur la santé est toujours au cœur de nombreuses études. Si pour la plupart, le caractère inoffensif des champs radiofréquences est avancé, le débat autour de l'électrosensibilité persiste. Des études menées par des organismes tels que l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (France) ou encore Santé Canada avance qu'il est crucial de limiter l'exposition aux ondes électromagnétiques, notamment celles émises par les téléphones portables, les jeux vidéo et les box Internet. Les diverses études scientifiques ont aussi permis de mettre en avant les principaux symptômes de l'électrosensibilité, aussi connu sous le nom de « syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques (SICEM) » :

- Maux de tête souvent accompagnés d'une raideur de la nuque, et d'autres troubles comme des troubles cognitifs. Ces problèmes

surviennent parfois après avoir téléphoné pendant trop longtemps et ne sont pas soulagés par des médicaments antimigraux classiques.

- Fatigue chronique qui peut être ressentie surtout le matin au réveil.
- Troubles du sommeil : difficulté à trouver le sommeil, sommeil non réparateur.
- Atteintes cardiaques se traduisant par des troubles du rythme cardiaque : palpitations, tachycardie, tachyarythmie.
- Perturbations sensibles ou dermatologiques : les ondes électromagnétiques peuvent provoquer des picotements, des fourmillements, des rougeurs, des érythèmes, voire des brûlures du second degré ou encore des œdèmes.
- Faux vertiges, troubles de la marche ou troubles oculaires.
- Atteintes psychiatriques : cela peut se manifester suite aux insomnies, aux états de fatigue récurrent et au stress dû à la non-reconnaissance de son état. Les patients peuvent alors développer un symptôme dépressif plus ou moins sévère, des crises d'anxiété, des troubles du comportement, de la confusion, voire des hallucinations...
- Problèmes ophtalmiques ou ORL : douleurs et troubles visuels, acouphènes associés à une hyperacousie.
- Douleurs musculaires surtout au niveau des membres supérieurs et/ou inférieurs, raideur de la nuque et des trapèzes. Dans sa forme extrême, la douleur musculaire peut dégénérer en fibromyalgie.
- Stérilité : chez les hommes en âge de procréer, un lien a été établi entre le port d'un GSM allumé dans la poche, ou l'utilisation sur les genoux d'un ordinateur portable avec wifi activé et la baisse de production et de qualité des spermatozoïdes. Une diminution du nombre de follicules ovariens chez les

femmes électrosensibles a également été démontrée.

- Problème de croissance chez l'enfant : les rayonnements électromagnétiques à forte intensité perturberaient la croissance des enfants. Cependant, aucune étude scientifique n'a confirmé cela.

Comment éviter les effets des ondes électromagnétiques du wifi sur la santé ?

Des normes de sécurité internationales sont appliquées sur chaque appareil de la nouvelle technologie afin de réguler l'exposition aux ondes électromagnétiques émises par le wifi. Ces normes sont mises en place par des organismes comme l'OMS et la Commission internationale de protection contre les radiations non ionisantes. Cependant, l'efficacité de ces normes est au cœur des débats, car elles sont basées sur des niveaux d'exposition considérés comme sûrs pour les adultes, et non pas pour les enfants. En plus des normes internationales, certains pays ont établi leurs propres réglementations pour limiter les effets du wifi sur la santé.

Ainsi, dans certaines zones dans le monde, les signaux wifi sont limités, et il y a des restrictions sur l'installation de routeurs wifi. Dans le contexte de l'innovation technologique rapide, il semble important de procéder à des mises à jour des normes de sécurité et des réglementations afin de garantir une protection efficace de la santé publique. En attendant, il existe des mesures simples pour minimiser les risques du wifi pour la santé humaine, et éviter de devenir électrosensible, comme :

- Limiter le temps et la fréquence d'utilisation d'appareils émettant des ondes Wi-Fi ;
- Privilégier l'utilisation de la connexion par câble Ethernet (connexion avec fil).

ChatGPT lourdement attaqué par des hackers

En cette période de violents conflits armés, une guerre plus silencieuse, celle des cyberattaques a également lieu. La dernière action en date est spectaculaire, car elle a impacté toute la journée d'hier le fonctionnement de ChatGPT. Connu depuis janvier 2023, un groupe du nom d'Anonymous Sudan a

lancé des attaques par déni de service (DDoS) contre les serveurs d'OpenAI à partir d'un vaste réseau de botnets. Ce groupe mène également des actions ciblées contre les pays qui s'opposent à la Russie. OpenAI est parvenu à contenir cette attaque, malgré des dysfonctionnements tout au long de ce 8 novembre.

Des cyberattaques russes sur les installations électriques en Ukraine

Du côté de l'Ukraine, c'est le groupe de pirates Sandworm qui est piloté par les services de renseignement russes (GRU) qui a mené une attaque ciblant des instal-

lations électriques ukrainiennes. Leur malware implanté dans les systèmes leur a permis de déclencher les disjoncteurs de la compagnie d'électricité. Cela a provoqué une panne d'électricité qui a coïncidé avec des tirs massifs de missiles sur des infrastructures critiques en Ukraine.

Mots fléchés

Orgueil	↓	Épicer	↓	Pinard	↓	Papillon parasite	↓	Première page	↓	Rayon nocif	↓	Chialer	↓
Petit écran		Morale		Tourna		Poisson plat		Retirera				Imbibé	
	→		↓		↓		↓		↓	Mépri-sable	→		↓
										Cigarette			
Tétràs	→											Petite cale	→
Pester												Éleveuse	
	→					Virginien connu	→			Naturel	→		↓
						Dégrader				Pigmentés			
Nettoyage	→							Confise-rie	→				
Fer blanc								Larve					
	→												
				Évaluer		Laitière	→						Exploser
						Torsade							
Oeil	→							Gamberger	→				↓
Suffisant								Bretteur					
	→								↓				
			Étriquée	→						Registre de commerce	→		Vitalité
			Fabrique										
Détaché	→							Lettres d'étourdi	→				↓
Rapport chiffré										Terre en mer	→		
	→									Point de tricot			
			Condition	→		Fleuve côtier	→			Pantalon	→		
			Copain										
Étêtes	→							Alangui	→				
								Refoulées					
Mamie		Équidé	→			Plante fourragère	→			Raire	→		
		Contour-nable				Édition en court				Escabeaux			
	→												
						Saisons chaudes	→					Services secrets	→
						Et la suite						Renaitre	
Ordre d'avancer	→			Gros lézard	→	Débiter							Sans effet
						Finesse							
Diaphragme	→												↓
Formation						Petit tour	→		Charo-gnard d'Afrique	→			
	→								Six à Rome				
						Ciboule	→				Aperçu	→	
						Lac américain					Filet		Bride
													↓
Adoré	→						Grand nombre	→					
							Début de liste						
Théologien allemand	→					Passage urbain	→						Métal jaune
Club de foot						Alu de cornue			Monnaie bulgare	→			
	→												↓
			Haute comme 3 pommes	→					Colombin	→			
Anonné	→												
							Écluse	→			Longue période	→	

PÉTROLE

Le baril du Brent termine à 81,43 dollars

Les prix du pétrole, en décrue depuis trois semaines, sont remontés vendredi à la veille du week-end. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 1,77% à 81,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en décembre, a grimpé de 1,88% à 77,17 dollars.



IL SUCCÈDE À AÏMENE BENABDERRAHMANE

Ennadir Larbaoui nommé Premier ministre

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, samedi, M. Nadir Larbaoui, Premier ministre, en remplacement de M. Aïmene Benabderrahmane, dont il a été mis fin aux fonctions, indique un communiqué de la Présidence de la République.

« Vu la Constitution, notamment son article 91 (alinéas 5 et 7), et en vertu du décret présidentiel 21-275 du 19 Dhou El Kaâda 1442, correspondant au 30 juin 2021, portant nomination du Premier ministre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé M. Nadir Larbaoui Premier ministre, en remplacement de M. Aïmene Benabderrahmane, dont il a été mis fin aux fonctions », lit-on dans le communiqué. Le nouveau locataire du Palais du Dr Saâdane, qui a pris ses fonctions officiellement hier, occupait la fonction de directeur de cabinet de la présidence de la République depuis avril dernier. Diplomate, Nadir Larbaoui avait occupé le poste d'ambassadeur d'Algérie auprès de l'ONU à New-York avant d'être désigné chef de cabinet de la Présidence. Pour Aïmene Benabderrahmane, il a été nommé premier ministre le 30 juin 2021 en remplacement d'Abdelaziz Djerad. Donné à plusieurs reprises partant, il a tenu bon jusqu'à ce samedi 11 novembre. Il a été gouverneur de la Banque d'Algérie, puis ministre des Finances.

Par ailleurs, le Président Tebboune a également « nommé M. Boualem Boualem, le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires juridiques, des affaires judiciaires, des relations avec les institutions, des enquêtes et des habilitations, au poste de Directeur de cabinet de la Présidence de la République par intérim », ajoute le communiqué.

JORDANIE

Une nouvelle aide de 1,2 milliard USD du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé jeudi une aide de 1,2 milliard de dollars au bénéfice de la Jordanie, dans le cadre d'un nouveau programme de quatre ans, qui viendra remplacer l'existant, mis en place en 2020 et qui devait expirer en 2024. « Les services du FMI et les autorités jordaniennes sont parvenus à un accord (...) sur un programme de réformes économiques et structurelles, soutenu par un nouvel accord de mécanisme élargi de crédit (MEDC) sur 4 ans, d'un montant d'environ 1,2 milliard de dollars », a annoncé le Fonds monétaire international dans un communiqué.

Ce programme, pour lequel la Jordanie a exprimé son intérêt en juin, remplacera celui de 1,3 milliard de dollars dont le pays bénéficie depuis janvier 2020 et qui doit expirer début 2024. Cet accord doit encore recevoir l'aval du Conseil d'administration du FMI, attendu début janvier 2024, a précisé le FMI.

COOPÉRATION

Le ministre des Relations extérieures du Nicaragua attendu aujourd'hui à Alger

Le ministre des Relations extérieures du Nicaragua, Denis Moncada Colindres, effectuera une visite officielle en Algérie, dimanche et lundi, à l'invitation du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a indiqué hier un communiqué du ministère. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens traditionnels d'amitié et de solidarité entre l'Algérie et

le Nicaragua, « constituera l'occasion de procéder à l'examen des moyens de dynamisation des relations bilatérales dans les divers domaines de coopération et d'échanges, tant sur le plan bilatéral que multilatéral », lit-on dans le communiqué. Elle permettra, également, de passer en revue les questions d'actualité régionales et internationales d'intérêt commun, ajoute le texte. L'Algérie et le Nicaragua

ont établi des relations diplomatiques en septembre 1981 et partagent nombre de valeurs et idéaux qui guident leurs politiques étrangères respectives, tels le respect du droit international, l'attachement aux principes de la Charte des Nations unies, le respect de la souveraineté nationale et le soutien aux causes justes, à l'instar de la lutte des peuples de Palestine et du Sahara occidental pour leur liberté et leur autodétermination.

PCH/NUMÉRISATION

Plus de 80000 bons de commandes électroniques honorés

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a honoré plus de 80.000 bons de commandes électroniques dans le cadre de la première étape de numérisation des transactions commerciales avec les établissements hospitaliers. "Dans le cadre de la première étape d'initiation des établissements hospitaliers à utiliser les nouvelles technologies dans la relation commerciale avec les annexes de la PCH, plus de 80.000 bons de commandes électroniques ont été honorés", a indiqué à l'APS, le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux, M. Ferhat Samir, annonçant, à l'occasion, que la seconde étape de l'opération de numérisation sera lancée dans quelques jours. Il s'agit, explique-t-il, d'"un pack+ de trois (3) nouvelles fonctionnalités: l'enregistrement et le

suiti des produits pharmaceutiques, la régulation entre les différents partenaires de santé, invités par le ministère à intégrer cette plateforme, ainsi que le contrôle et la surveillance afin d'éviter les détournements". "Actuellement, la PCH et le ministère de la Santé, à travers la direction générale de la Pharmacie et les équipements de santé ont une visibilité précise sur les stocks des hôpitaux grâce à cette plateforme", a-t-il noté. M. Ferhat a mis l'accent notamment sur la régulation entre les différents établissements (autorisée et accordée à la PCH à travers le décret exécutif 94/293 modifié et complété) qui permet de créer une "solidarité" inter-établissements hospitaliers qui se matérialise à travers des échanges ou cession de produits. Selon le directeur

général de la PCH, "le bon de commande dans sa nouvelle version numérisé permettra également au ministère de la Santé d'avoir une idée sur les produits périmés, la rationalisation et la mutualisation des moyens et ressources financières des établissements".

BANQUE MONDIALE
150 millions USD
accordés au Sri Lanka
pour protéger l'épargne

La Banque mondiale a accordé vendredi au Sri Lanka 150 millions de dollars destinés à garantir l'épargne de millions de déposants. "La crise économique au Sri Lanka met en évidence la nécessité de solides filets de sécurité pour soutenir le secteur financier", a déclaré Faris Hadad-Zervos, directeur pays de la Banque mondiale. Cette somme sera versée via un système d'assurance des dépôts destiné à protéger les petits épargnants disposant de moins de 1,1 million de roupies (3.400 dollars) et qui représentent 90% des dépôts. L'île d'Asie du Sud a fait défaut sur sa dette extérieure de 46 milliards de dollars en avril 2022, au cours d'une crise économique historique. Le gouvernement a depuis considérablement augmenté les impôts et réduit ses généreuses subventions à la consommation pour redresser ses finances en ruine, conformément au plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI) s'élevant à 2,9 milliards de dollars sur 48 mois.

BCE

Un maintien des taux permettrait de faire baisser l'inflation à 2%, dit Lagarde

Un maintien des taux d'intérêt dans la zone euro à leur niveau actuel pendant une période suffisamment longue pourrait permettre à l'inflation de revenir à l'objectif de 2%, a déclaré vendredi Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). "Nous sommes à un niveau où nous pensons que, s'ils (les taux) sont maintenus suffisamment longtemps, - et cette durée n'est pas négligeable -, ils nous ramèneront à l'objectif de 2% à moyen terme", a-t-elle dit lors d'un événement organisé par le Financial Times. La BCE, qui a laissé son taux de dépôt inchangé à 4,0% le mois dernier, prévoit que l'inflation reviendra à l'objectif visé fin 2025 et que la croissance des prix à la consommation stagnera autour de 3% pendant la majeure partie de l'année 2024.

COP 28

Les compagnies pétrolières et gazières s'engagent-elles vraiment pour le climat?

La conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP28) se tiendra à Dubaï à la fin du mois. Près de 40 compagnies pétrolières et gazières étaient présentes en Egypte lors de la conférence sur le climat, la COP27, pour discuter de la réduction de la production de pétrole et de gaz dans le monde. Détail non négligeable, Sultan Al Jaber, le président de la COP28 qui aura lieu du 30 novembre au 12 décembre, est aussi le patron de la compagnie pétrogazière émiratie Adnoc.

"Après avoir examiné de près toutes les compagnies pétrolières qui ont participé à la conférence de l'année dernière, nous sommes arrivés à la conclusion que, pour la plupart, elles n'ont pas de plans de transition énergétique de grande envergure", explique Peter Prengaman, directeur de l'information sur le climat et l'environnement chez AP. Les entreprises n'investissent que rarement, voire pas du tout, dans les technologies vertes. La plupart de leurs investissements, qui se chiffrent en milliards de

dollars, concernent la prospection, l'extraction et le raffinage du pétrole. Selon M. Prengaman, si les entreprises sont réellement incitées à opérer la transition et à utiliser leur capital et leur savoir-faire à cette fin, elles se heurtent à la résistance des actionnaires. Cela se traduit par l'abandon de certains des plans les plus ambitieux, parce que les actionnaires disent : "Cela signifie que vous allez gagner moins d'argent au cours des cinq ou dix prochaines années, et que nous devons augmenter la production".